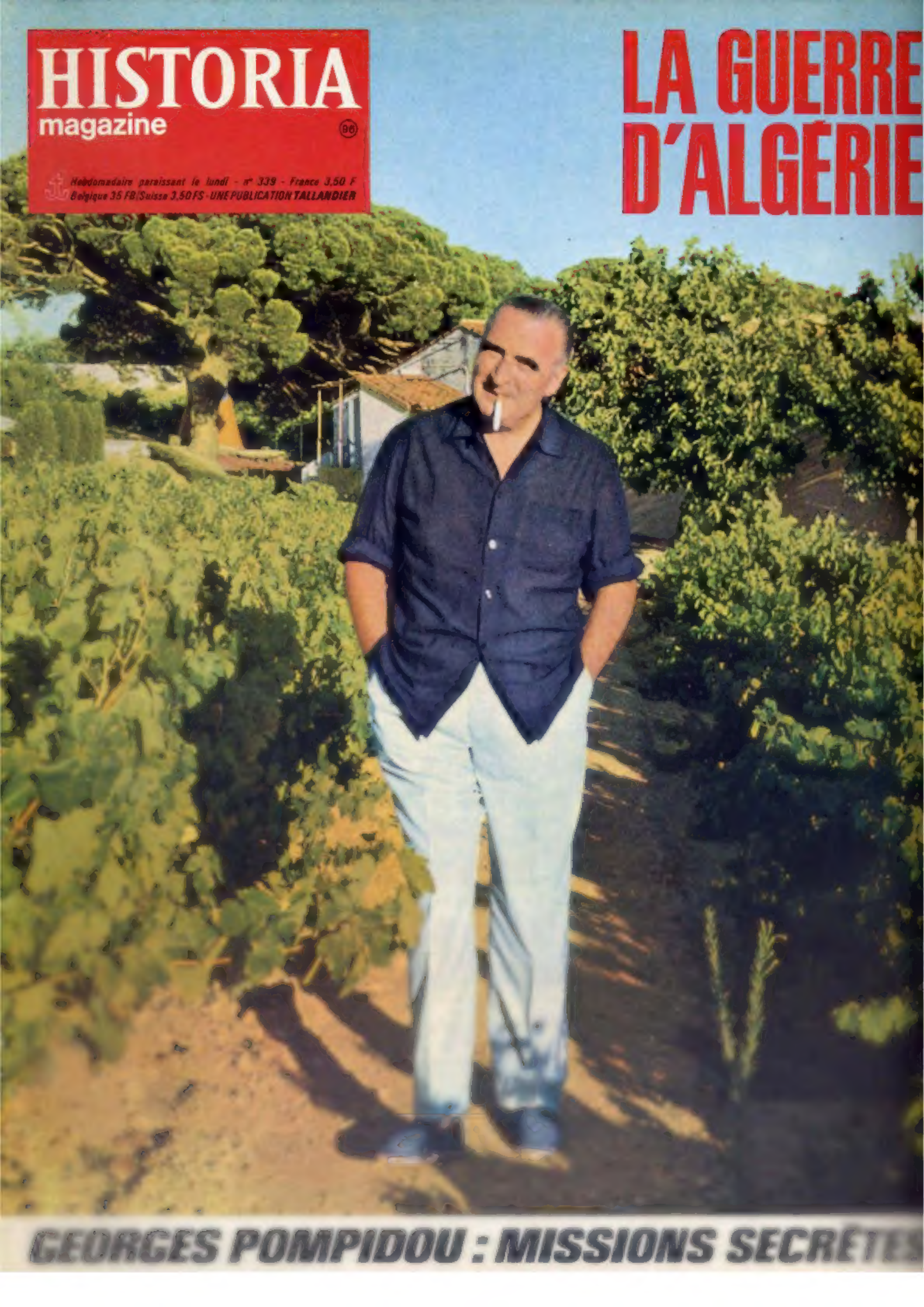

HISTORIA
magazine
96
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 339 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
LA GUERRE
D'ALGÉRIE
GEORGES POMPIDOU : MISSIONS SECRÈTES





APRÈS ÉVIAN CONFUSION EN ALGÉRIE

Jean FONTUGNE

POUVAIT-ON demander aux Français, à quelques semaines des vacances, une participation active à la vie politique et sociale du pays?

Et pourtant ce mois de juin 1961 s'ouvre par une nouvelle consultation électorale, qui se déroule d'ailleurs dans la plus grande indifférence, la poursuite du jugement des responsables du coup de force d'avril à Alger, les congrès des grandes centrales syndicales, une recrudescence de l'agitation paysanne, enfin, les premiers entretiens d'Évian.

Si la métropole réagit faiblement à ces différents événements, il n'en est pas de même en Algérie où l'annonce de la rencontre officielle des délégations du gouvernement français et du F.L.N. provoque une évolution rapide de la situation.

En effet, alors qu'en Tunisie les membres du G.P.R.A. et les officiers de l' « armée des frontières » sont plus divisés que jamais, la trêve unilatérale décidée par Paris permet aux rescapés de l'A.L.N. de reprendre la population en main aussi bien dans les campagnes que dans les centres urbains.

Comme dans les derniers mois de la guerre d'Indochine, on assiste maintenant aux premières désertions importantes des unités supplétives; souvent celles-ci après avoir assassiné leurs cadres, ont emporté leurs armes.

De plus, la libération sur place de nombreux prisonniers permet à l'A.L.N. de retrouver nombre de ses cadres arrêtés au cours des mois précédents.

Loin donc de ramener la paix, les mesures édictées par le général de Gaulle ne font qu'accentuer la dégradation de la situation politique et militaire.

La nomination du général Ailleret au commandement supérieur des forces armées en Algérie ne change pas le climat d'hostilité qui s'est rapidement aggravé.

Aux attentats du F.L.N., l'O.A.S. riposte avec une agressivité accrue. Forces de police et armée sont maintenant obligées de se défendre contre les uns et les autres.

La suspension des entretiens d'Évian laisse d'ailleurs les musulmans comme les Européens dans l'incertitude sur l'avenir de l'Algérie. Le général de Gaulle ajoute en fin de mois à la confusion en faisant état, au cours de son voyage en Lorraine, d'un éventuel partage de l'Algérie.

J. F.

Sommaire n° 96 - Historia magazine n° 339



Bougie, où le colonel Masselot, qui commandait le 18[e] R.C.P., a son caveau de famille. (En médaillon : le général Zeller, qui devait opter pour la clandestinité.)

APRÈS L'ÉCHEC LES SANCTIONS

Le général Challe a préféré se rendre. Jouhaud, Salan et Zeller ont choisi de fuir. Leur putsch n'aura duré que quatre jours. Une nouvelle fois, de Gaulle triomphe de la révolte des militaires grâce à la fidélité du contingent et à l'appui de la métropole. Désespérés, convaincus d'avoir été trahis par ceux-là mêmes en qui ils avaient placé toute leur confiance, les Européens d'Algérie sont livrés à leur rancœur et à leur isolement. L'armée, c'était leur seul rempart contre la politique d'abandon du gouvernement. Elle les lâche.

Tandis qu'à Paris on respire, car l'alerte a été chaude, et qu'on prépare les négociations qui doivent s'ouvrir avec les représentants du G.P.R.A., en Algérie, c'est la grande lessive, au propre comme au figuré. A la Délégation générale et à l'état-major interarmes, des soldats du contingent débarrassent les bureaux de tout ce qui rappelle l'occupation des factieux : bouteilles vides, papiers, cendriers pleins de cigarettes écrasées. Les bureaux du grand bâtiment du Forum et ceux du quartier Rignot sont remis à neuf. Jean Morin en tête, les « exilés » d'In-Salah reviennent prendre les commandes de l'Algérie qu'ils avaient dû abandonner.

Maintenant, c'est l'heure des comptes et même des règlements de comptes. Le gouvernement, Michel Debré en tête, a eu si peur d'un coup d'État venu d'Alger qu'il est décidé à frapper fort et vite. Pour sa part, le chef de l'État a donné des ordres précis qui excluent toute faiblesse à l'égard des putschistes. Au moment où il engage une partie difficile avec le G.P.R.A., de Gaulle veut faire place nette et prouver à ses interlocuteurs de demain que, ainsi qu'il l'a déclaré dans sa conférence de presse du 11 avril qui a fait basculer Challe, « la France ne mettra aucun obstacle à l'érection d'un État souverain au-dedans et au-dehors ».

La répression qui s'abattra sur tous

▶ **APRÈS L'ÉCHEC...**

fouilles et contrôles se multiplient dans les milieux activistes

ceux qui ont participé au pustch sera sévère. Elle frappera même les sympathisants. A l'état-major général, chaque officier doit rendre compte par écrit de ses activités heure par heure durant les quatre jours où l'Algérie s'est dressée contre le gouvernement de la République. Un officier général légaliste, le général Hublot, nommé chef d'état-major, a été chargé de la purge. Il passe au crible les comptes rendus d'activité des officiers.

Paris ne fait pas de détail

Ce rôle délicat et pénible lui vaut de se rendre compte de la bassesse et de la lâcheté de certains qui n'hésitent pas à dénoncer des camarades, ne serait-ce que pour les écarter à leur profit du tableau d'avancement. Ils constituent heureusement une infime minorité.

A tous les échelons de la hiérarchie c'est un vent de panique. Les militaires qui ont adopté pendant le putsch une attitude passive doivent eux aussi se justifier. Pour les uns et pour les autres, il s'agit de tirer son épingle du jeu et de passer au travers des mutations disciplinaires qui pleuvent un peu partout. Paris exige des exemples. A l'Élysée, le chef de l'État a reçu un rapport confidentiel de Robert Buron qui a fait partie de la « charrette » d'In-Salah. Le ministre des Transports lui signale, que durant sa « détention » dans le Sud algérois, les généraux Vézinet et de Pouilly, eux aussi « otages » des putschistes, ont amèrement critiqué la trop grande faiblesse des cabinets du premier ministre et du ministre des Armées, Pierre Messmer, à l'égard des officiers « activistes ». Il ressort de ce rapport du futur négociateur d'Évian que l'armée d'Algérie n'a pas été suffisamment expurgée de ses éléments « factieux » après les barricades de janvier 1960 et que certaines complicités « haut placées » ont joué à fond.

Cette fois, Paris ne fait pas de détail. L'occasion est trop belle d'en finir avec les cadres qui ont cru pouvoir entrer en rébellion ouverte contre le pouvoir établi au nom d'un idéal et par fidélité à la parole donnée. Les régiments qui ont constitué le « fer de lance » du putsch sont dissous. Il s'agit du prestigieux 1er régiment étranger de parachutistes — les fameux « bérets verts » du commandant Denoix de Saint-Marc dont les déserteurs iront grossir les rangs de l'O.A.S. —, du 14e régiment de chasseurs parachutistes du colonel Lecomte et du 18e régiment de chasseurs parachutistes du colonel Georges Masselot. Pied-noir comme Jouhaud, fier de l'être et de le rester, le colonel Masselot a eu un jour cette phrase qui résume tout le drame des Français d'Algérie, plus riches d'amour pour leur terre que de biens matériels : « Ma famille est en Algérie depuis cent dix ans. Elle a quelque chose à défendre en Algérie : un caveau au cimetière de Bougie. » Le groupement des commandos de parachutistes du commandant Robin est également supprimé d'un trait de plume.


France-Presse

Les sanctions individuelles sont nombreuses. Elles frappent deux cents officiers. Une dizaine d'entre eux sont transférés en métropole, chassés de l'armée. Des mandats d'arrêt ont été lancés, dès la fin du pustch, contre Salan, Jouhaud, Zeller, Gardy et les anciens du 13 mai 1958, les colonels Godard, Broizat, Lacheroy, Gardes, Argoud.

Dans l'administration règne le même climat de suspicion que chez les militaires. Dès son retour d'In-Salah, Jean Morin a repris tout son monde en main et des têtes tombent. Moins au sommet — car, dans l'ensemble, les directeurs des grands services sont restés dans la légalité — qu'aux échelons inférieurs, où les agents sont en majorité des Français d'Algérie. Quatre hauts fonctionnaires de la Délégation générale sont révoqués, deux autres mutés d'office. Pour l'ensemble de la ville d'Alger, deux cents fonctionnaires seront arrêtés, interrogés et inculpés d'aide à un mouvement insurrectionnel.

La presse algéroise n'échappe pas à la purge générale. *La Dépêche quotidienne*, de l'armateur Laurent Schiaffino, *l'Écho d'Alger*, d'Alain de Sérigny, et le journal du soir *Dernière Heure*, qui appartient à *l'Écho d'Alger*, sont suspendus par Morin pour avoir apporté leur soutien aux insurgés. Plus habile, *le Journal d'Alger*, du libéral Georges Blachette, avait volontairement stoppé sa parution avant la fin du putsch. Il sera autorisé à



◀ Rencontre à l'Élysée entre Michel Debré, Soustelle et Robert Buron : une époque où les mots « Algérie française » avaient encore, pour le premier ministre, une signification. Aujourd'hui, il déclare la guerre aux putschistes.



Le général Hublot, ▶ adjoint au commandant du corps d'armée d'Oran, le général de Pouilly, au moment du putsch. Nommé chef d'état-major, il a pour mission de purger l'armée des éléments activistes. Un rôle bien ingrat.

E.C.P.A.

n'était la politique définie par le chef de l'État. Le ministre d'État, qui sait que les négociations avec le G.P.R.A. sont proches, veut profiter du désarroi des militaires et du découragement des Français d'Algérie pour leur faire admettre la nouvelle orientation.

Sérieusement inquiétés au lendemain des manifestations de décembre 1960, les milieux considérés comme « activistes » sont également une cible de choix pour la répression. Les fouilles, les contrôles de jour et de nuit chez les Européens fichés comme « ultras » se multiplient. Sous la direction de commissaires venus de métropole comme le commissaire Gavoury, qui sera abattu plus tard par l'O.A.S., la police perquisitionne partout. Elle recherche des armes, des tracts, des documents là où autrefois elle ne mettait pas les pieds : la Délégation générale, le Cercle des officiers, l'hôtel Saint-George perdu dans la verdure des hauts d'Alger et escale habituelle des hommes d'affaires, des envoyés spéciaux de la presse française et étrangère, des officiers.

Les autorités d'Alger tentent de démanteler la nouvelle organisation qui s'est substituée au Front de l'Algérie française, dissous en décembre, et dans laquelle on retrouve les mêmes noms : Vignau, Susini, le Dr Jean-Claude Pérez. Dès le 6 mars, plus d'un mois avant le putsch des généraux, l'O.A.S. s'est révélée au grand jour par les premières inscriptions sur les murs de la ville, les premiers plastiquages aussi. Le délégué général sait très bien qu'il va falloir compter avec elle.

reparaître. Un an après, le 17 avril, il sera plastiqué et son propriétaire décidera de mettre la clé sous la porte.

Le délégué du gouvernement est d'autant plus décidé à mater tous les opposants à la politique algérienne du chef de l'État qu'il a lui-même failli laisser sa place dans l'aventure. Pendant le putsch, il s'est trouvé dans la même situation que Paul Delouvrier pendant les barricades; à cette différence essentielle toutefois que son prédécesseur n'était pas tombé aux mains des hommes d'Ortiz et de Lagaillarde. A Paris, en effet, on n'a pas compris qu'il ait cédé si facilement devant le « quarteron de généraux ». Or Morin s'est laissé capturer et envoyer en résidence surveillée à In-Salah pour mettre les insurgés au pied du mur. Leur acte prenait la signification d'un véritable coup d'État. A l'opinion publique métropolitaine de juger comment les factieux agissaient avec le représentant de la République en Algérie...

Au début du pustch tout au moins, le gouvernement n'a pas saisi la nuance et a cru que son délégué avait simplement capitulé. Louis Joxe, le ministre d'État chargé des Affaires algériennes, s'était même écrié : « Il sera immédiatement relevé de ses fonctions! » Au sein même de son équipe de collaborateurs, Jean Morin a provoqué un drame de conscience en se laissant emmener comme un otage. A son retour, Max Moulins, le remplaçant de Jacomet au secrétariat général de la Délégation générale, a envisagé de démissionner.

« Je n'accepterai pas de démission », l'a prévenu Joxe, dont le souci n° 1 est de voir se poursuivre comme si de rien

Dalmas



◀ Le palais d'Été après le putsch. Dans les salles s'entassent encore caisses et vieux papiers. Mais très vite, le palais reprendra son apparence habituelle. Comme le Gouvernement général et le quartier Rignot.

Un terrible combat intérieur

Durant les quatre jours où Challe, Salan, Jouhaud et Zeller ont eu pratiquement tous les pouvoirs à Alger, les chefs de l'O.A.S. ne se sont pas beaucoup montrés. Dès qu'ils ont constaté que les militaires, Challe en particulier, ne tenaient pas à mettre les civils dans le coup, ils se sont mis en attente et ont laissé aux « rigolos » la satisfaction puérile de se déguiser en paras. Les militaires ayant échoué, ils sont prêts à prendre la relève mais avec des méthodes bien différentes...

Jean Morin se doute bien, dès le début du mois de mai, que Salan et Jouhaud finiront par rejoindre les rangs de l'O.A.S., pour en devenir les patrons. A moins que, la chance aidant, la police ne les arrête avant. A cet égard, le délégué du gouvernement ne se fait pas trop d'illusions. Il compte beaucoup plus sur les services spéciaux et la gendarmerie que sur les policiers algérois dont les sympathies ne vont pas du côté du pouvoir.

Le 6 mai 1961, un petit homme d'une soixantaine d'années, à l'allure de retraité bien paisible dans un costume de confection, marche tranquillement vers la colonne Voirol, près du bois de Boulogne d'Alger. La matinée est splendide. Il fait ▶

Ci-dessous : vue d'Alger. *Ci-dessus* : tels des fantômes, deux femmes sur un banc, rue Michelet. La peur et la haine se sont installées dans la ville, dès la fin du putsch. Aux plastiquages de l'O.A.S., les autorités répondent en multipliant perquisitions et arrestations.



Lemaire

le promeneur goûte la caresse du soleil car

déjà chaud. Le promeneur goûte la caresse du soleil car il sait qu'il en profite pour la dernière fois. Cet homme, c'est Zeller, l'un des quatre généraux du putsch d'avril qui ont engagé leur honneur et leur vie dans une aventure sans issue. Pour lui, cette marche solitaire sur les hauteurs de la ville, c'est son ultime promenade d'homme libre. Zeller, en effet, a décidé de se rendre. Comme Challe, mais après dix jours d'un terrible combat intérieur.

Lorsque, le 25 avril, le « quarteron » a éclaté devant l'échec de l'entreprise, Zeller aurait pu suivre Salan et Jouhaud dans la clandestinité pour poursuivre le combat ou choisir de s'en remettre à la justice avec dignité. Il a préféré partir seul, presque sur la pointe des pieds, pour se perdre dans la foule des Algérois massés sur le Forum. Personne ne l'a reconnu et pourtant, depuis trois jours, sa photo a fait la « une » des journaux du monde entier. A soixante-trois ans, ce vieux héros a connu les frissons de peur des hommes traqués par la police.

Le soir même, il a trouvé un refuge provisoire chez un de ses beaux-frères, chemin des Glycines. On l'a hébergé comme on a pu, en tremblant à l'idée que la police pouvait arriver d'une minute à l'autre. Très calme, presque détaché de tout, le général s'est contenté des communs de la maison, la seule cachette relativement sûre. Dès le lendemain, son beau-frère l'a fait conduire dans un pensionnat religieux de jeunes filles, à deux pas de l'hôtel Saint-George. Dès les premiers mots qu'il a échangés avec la supérieure, il a compris qu'elle était tout acquise à l'Algérie française. Pour que sa présence passât inaperçue dans cet établissement fréquenté par les jeunes filles de la bourgeoisie algéroise, elle lui a donné sa propre chambre et fait condamner la porte d'accès au couloir.

Dans un baril

C'est dans cette retraite insoupçonnable que Zeller a passé huit longs jours à tourner en rond entre quatre murs blanchis à la chaux. Ses seuls liens avec l'extérieur : un transistor, qui lui donnait les nouvelles, et son beau-frère, qui le tenait informé de la situation à Alger où la

Extrême droite : Max Moulins, secrétaire général administratif d'Algérie. Il envisage un moment de démissionner, mais Joxe s'y opposera. *A droite :* le commandant Robin, chef des G.C.P., un pied-noir qui demeure profondément attaché à son pays. *Ci-dessous :* Coup de Fréjac annonce la fin du putsch. Gaulliste « à tout crin », il sent s'établir autour de lui un lourd climat de méfiance.



A.G.I.P.



Keystone



G. Ménager/Paris-Match

il sait qu'il en profite pour la dernière fois...

répression n'en était qu'à ses débuts. Mais pendant cette semaine-là, dans la solitude de sa chambre à l'austérité monacale, Zeller a beaucoup prié et réfléchi plus encore. Que devait-il faire? Tenter de rejoindre les autres pour organiser la résistance? Durant le putsch, avec Challe, il s'était opposé à Salan et à Jouhaud qui voulaient faire participer les civils au mouvement. Se mettre à la disposition d'une organisation clandestine dirigée par des gens qui n'avaient pas la même idée du combat et de l'objectif à atteindre lui répugnait autant qu'avant.

Pendant cette semaine de réflexion, Zeller avait eu une occasion de fuir à l'étranger. Une filière sur l'Espagne organisée par des Européens d'Alger. Le bateau était trouvé. Il suffisait qu'il se cachât dans un baril jusqu'à la sortie du port. Le vieux général avait estimé qu'il ne pouvait pas quitter un département français en se dissimulant comme un passager clandestin. La défaite dans la dignité, oui, la fuite dans le déshonneur, non.

Le général Zeller en était là de son drame de conscience quand il apprit par la radio l'arrestation du général Gouraud, le commandant du corps d'armée de Constantine. Immédiatement, il s'était senti solidaire de Gouraud parce que c'était lui, Zeller, que Challe avait envoyé à Constantine pour le convaincre définitivement de marcher avec les troupes placées sous ses ordres. Durant le putsch, le commandant du corps d'armée de Constantine, comme beaucoup d'officiers de tout rang, avait été littéralement déchiré entre son devoir de soldat au service de la nation et son désir de participer à un mouvement qui pouvait, à son avis, sauver l'Algérie de l'abandon.

Fidèle dans l'échec

Après avoir donné son accord à Challe avant le déclenchement du putsch, il était revenu sur sa décision dans les heures qui avaient suivi, probablement sur les conseils de Maxime Roux, l'igame de Constantine, que Morin avait pu alerter secrètement d'Alger. Or il était évident qu'Oran et Constantine devaient suivre Alger. Tandis que Gardy s'envolait vers l'Oranie, c'est Zeller que Challe avait expédié à Constantine pour rallier définitivement Gouraud. Ce dernier avait fini par accepter, mais Zeller était resté mal à l'aise après cet entretien. Il avait le sentiment d'avoir violé la conscience de Gouraud.

C'est en apprenant l'arrestation du commandant du corps d'armée de Constantine que le vieux général avait décidé de se rendre. Au fond de lui-même il savait très bien qu'il n'y avait pas d'autre solution pour lui. Il était trop âgé pour tenter l'aventure une seconde fois. Ce qui le retenait, ce n'était pas la peur de la mort devant un peloton d'exécution, mais la crainte de ne pas être aussi utile qu'il l'aurait voulu à une cause à laquelle il restait fidèle dans l'échec.

Une dernière marque de respect

Zeller a donc écrit une lettre au général Vézinet, le commandant du corps d'armée d'Alger, l'un des « loyalistes » qu'il a envoyés à In-Salah. C'est son beau-frère qui s'est chargé de la faire parvenir à son destinataire. Avant de l'écrire, le général a fait part de son projet à la supérieure du pensionnat. La religieuse l'a approuvé.

« Je suis décidé à me constituer prisonnier entre les mains du gouvernement de fait actuel, déclarait-il au général Vézinet. Je désire me livrer à l'autorité militaire et non à la police. Je veux être transporté en France entre deux officiers et non entre deux policiers. »

On ne refuse pas à un soldat cette dernière marque de respect, quelles qu'aient pu être ses fautes. Le commandant du corps d'armée a accepté les conditions de Zeller et lui a fait savoir que son adjoint, le général de Belleney, l'attendrait le lendemain matin à la colonne Voirol.

A l'heure dite, Zeller est au rendez-vous. Le général de Belleney est précis lui aussi. Sans dire un mot, le général « putschiste » monte dans la voiture militaire noire. C'est fini. Le soir même, il couchera à la prison de la Santé après avoir refusé de répondre aux interrogatoires de la police. Dans la cellule voisine de la sienne, Challe fait le bilan de sa vie. A lui non plus la mort ne fait pas peur. S'il doit être exécuté, il sait que son dernier regret sera de n'avoir pas réussi à faire de l'Algérie un pays en paix pour deux communautés profondément attachées l'une et l'autre à la même terre.

Quatre jours, c'était peu pour faire de ce rêve une réalité. Ces quatre jours hors de la légalité, Challe et Zeller vont les payer de plusieurs années de détention. Condamnés à quinze ans d'emprisonnement, ils bénéficieront d'une remise de peine. Le pardon viendra. L'oubli, jamais. H

Francis ATTARD



Boumendjel, familièrement surnommé « Boum ».

Lucerne, jolie petite ville située à l'extrémité ouest du lac des Quatre-Cantons, où se rencontreront Ahmed Boumendjel et Georges Pompidou au mois de février 1961.

CONVERSATIONS ET SYMPATHIE

C'EST le 9 janvier 1961 que le journaliste suisse Charles-Henri Favrod, de la *Gazette de Lausanne*, rencontre, à Casablanca, au lendemain de la conférence interafricaine le président du G.P.R.A., Ferhat Abbas, qui a conduit la délégation algérienne à cette réunion internationale. Chargé, par l'Élysée, de cette mission officieuse, il lui fait part de la proposition de De Gaulle de « traiter vraiment sérieusement avec le F.L.N. ». Le leader algérien, après quelques jours d'hésitation et de réflexion, obtient que les ministres du G.P.R.A. — y compris les trois plus puissants, Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal — prennent la décision d'« entrer dans le jeu pour voir jusqu'où on peut aller ».

Favrod joue un rôle discret, mais d'autant plus important qu'il appartient à un pays dont la neutralité et la proximité du territoire français peuvent faciliter tous les contacts franco-algériens. Je fais moi-même, à partir de cette date, la navette entre les responsables du F.L.N. qui prennent en main cette affaire et certains conseillers officiels ou officieux (par exemple, le directeur de « Télé-Europe », Jacques Locquin) que de Gaulle met en avant sur un terrain qui, sur le plan politique, est encore, à l'époque, fortement miné.

Ami de Favrod, mais aussi du ministre français des Affaires algériennes, Louis Joxe, Olivier Long, juriste-diplomate fort influent dans les milieux dirigeants de la Confédération helvétique, devient, dès la mi-janvier, le « M. Bons-Offices » n° 1 — efficace et discret — pour l'organisation du contact, puis du dialogue entre les deux parties qui se cherchent encore. C'est grâce à lui qu'à la fin du mois le gouvernement helvétique engage délibérément sa caution diplomatique en faisant savoir secrètement, mais officiellement, au gouvernement français que le G.P.R.A. veut négocier avec la volonté d'aboutir et que, pour ce faire, son président, Ferhat Abbas, a donné pleins pouvoirs à ses meilleurs diplomates, en particulier Saad Dahlab et Taïeb Boulharouf.

Ce dernier — tout le monde, dans le F.L.N., l'appelle par son surnom de guerre, « Pablo » — mérite une telle



Pompidou, « ambassadeur secret » de De Gaulle.

Genève. Sur un pont de la ville s'amorce, entre Saad Dahlab et Henri Chayet, un dialogue qui se poursuivra dans un des salons de l'hôtel d'Angleterre. Thé et sympathie.

confiance, car il a un long passé de militant.

Fils d'un pauvre boulanger de Bône, il a été, aux côtés de Didouche Mourad, l'un des premiers responsables qui ont organisé, dans le Constantinois, et même après la répression de mai 1945, les réseaux du P.P.A., puis du M.T.L.D. Il a été emprisonné dans les années 1948-1958, puis il a poursuivi, dans la région parisienne, son travail au service du M.T.L.D., puis de la Fédération de France du F.L.N.

Tout le palier a été truffé de micros

Repéré par la D.S.T., il a réussi à échapper aux recherches (en se cachant notamment dans une clinique psychiatrique de la région parisienne), puis il a passé la frontière et vécu en Allemagne, en Italie, en Suisse (à Lausanne, il était, du moins en apparence, le client le plus tranquille de l'hôtel d'Orient, où son teint brun, son profil altier et son œil de velours lui ont permis, pendant des semaines, de se faire passer pour un Espagnol en exil et de camoufler ainsi ses véritables activités).

Représentant du G.P.R.A. en Italie depuis octobre 1958, « Pablo » a noué avec de nombreux personnages officiels dans la capitale italienne des contacts qui se révèlent fort utiles lorsqu'il est appelé à rencontrer, à Rome, Olivier Long pour mettre sur pied les premières rencontres entre émissaires du F.L.N. et émissaires de l'Élysée.

Le problème de savoir qui représentera de Gaulle est crucial pour les dirigeants algériens, car ils ont été traumatisés par l'échec de la rencontre de Melun (juin 1960), où leurs porte-parole n'ont rencontré que des « plénipotentiaires » intransigeants et cassants. C'est pourquoi Boulharouf fait poser, par Long, la question de confiance : si les pourparlers qui vont s'engager permettent de rédiger un texte écrit, qui signera, du côté français? Transmise par l'intermédiaire suisse, la réponse de l'oracle élyséen est brève, mais précise : « C'est Georges Pompidou qui sera ma signature. »

Rien ne peut être plus encourageant, pour le G.P.R.A., que cette décision. On sait, à Tunis, que Pompidou a dirigé le cabinet de De Gaulle lorsque celui-ci, en 1958, a été chef du gouvernement, avant de devenir chef de l'État, et qu'il n'a pas cessé, depuis cette date, de jouir de l'entière confiance du général.

Le président de la République, à son tour, fait transmettre une question : qui seront ses interlocuteurs algériens? Réponse : Boulharouf, Saad Dahlab et Boumendjel. Celui-ci a déjà été accueilli par les autorités françaises, sept mois plus tôt, à Melun, et celui qu'on appelle familièrement « Boum » est bien connu à Paris. De Gaulle veut cependant tout savoir sur le « profil psychologique du personnage », et ses services lui préparent la fiche la plus détaillée qui ait jamais été faite sur le directeur des services politiques au ministère de l'Information du G.P.R.A. :

le dialogue s'engage en toute simplicité sur un pont de Genève

Ahmed Boumendjel. — Fils d'instituteur. Né le 22 avril 1908 dans la région de Michelet, en Kabylie. Devient lui-même instituteur et passe ses baccalauréats. Se rend à Paris, étudie le droit en gagnant sa vie comme maître d'internat (tout comme le futur éditeur Bernard Privat et le futur comédien Jean Vilar) *au collège Sainte-Barbe. Milite dans le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, aux côtés du professeur Paul Rivet et de Jacques Soustelle. Licencié en droit, s'inscrit au barreau de Paris, puis au barreau d'Alger. Adhère, en 1934, au P.P.A., et défend devant un tribunal, en 1939, le fondateur de ce mouvement, Messali Hadj. Quitte le P.P.A. et crée, en 1945, avec Ferhat Abbas et Ahmed Francis, l'Union démocratique du Manifeste algérien (U.D.M.A.). Retourne à Paris, en 1948, comme avocat à la Cour d'appel et comme conseiller — élu par l'Assemblée algérienne — à l'Assemblée de l'Union française. Avec un ami également originaire d'Algérie, le peintre Jean Atlan, fréquente les milieux trotskisants du « Rassemblement démocratique révolutionnaire » (Jean-Paul Sartre, David Rousset, etc.). Écrit dans la revue* Esprit *un article dénonçant les truquages de l'administration lors des différents scrutins en Algérie. Après le déclenchement de l'insurrection, écrit occasionnellement dans* l'Express, *où il participe à un débat avec Albert Camus. Lorsque son jeune frère, Ali, est tué en mars 1956 par des parachutistes, milite plus activement dans le F.L.N. clandestin de France. Est pris comme défenseur par Ben Bella, lorsque celui-ci est arrêté en octobre 1956. En 1957, gagne via la Suisse, Tunis, où son influence, au sein de la direction du F.L.N. n'a cessé de croître. Retrouve de temps à autre, à Genève, sa femme, Française, professeur dans un lycée parisien, et ses deux filles, dont l'aînée vient de passer son bac à Paris.*

Cette biographie laisse le général songeur : « Boumendjel, ancien ami politique de Soustelle, dit-il, je ne savais pas qu'il l'avait été, et je trouve cela drôle. Boumendjel, ami de la France? Je crois qu'au fond il l'est resté. »

Dans le ballet secret réglé par l'Élysée, ce n'est pas, cependant, Boumendjel qui entre le premier en scène. C'est Saad Dahlab, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du G.P.R.A., qui va faire les premiers pas en compagnie du diplomate français Henri Chayet.

Les deux hommes, qui viennent de participer — dans des camps opposés — au récent débat à l'O.N.U. sur l'affaire algérienne, se connaissent de vue et ils peuvent donc se retrouver aisément. Le dialogue s'engage, en toute simplicité, sur un pont de Genève, et se poursuit dans un salon de l'hôtel d'Angleterre. Pour qu'une conversation soit secrète, le meilleur moyen n'est-il pas, après tout, qu'elle ait l'air d'être, autour d'une tasse de thé, la plus banale du monde?

Également réalistes, Chayet et Dahlab mesurent, dans ce premier entretien, toute la profondeur du gouffre que six ans de guerre ont creusé entre Français et Algériens et qu'il faudrait maintenant combler en quelques mois.

Comment? Dahlab propose une rencontre publique franco-F.L.N. Chayet s'en tient à l'idée de pourparlers totalement confidentiels. Un premier compromis est passé : une « prénégociation », d'abord secrète, pourrait ensuite, si le terrain était déblayé, déboucher sur la rencontre publique franco-F.L.N., par exemple, « quelque part aux confins franco-helvétiques ».

Le cadre étant ainsi tracé, la deuxième équipe des « prénégociateurs » entre en piste pour le « déblaiement du terrain ». Le 19 février, la paisible cité helvétique de Lucerne — choisie par Olivier Long — accueille dans ses murs deux « touristes »



Marc Riboud/Magnum



Keystone



Keystone



Coll. particulière

En haut : **Charles-Henri Favrod, journaliste à la** ***Gazette de Lausanne,*** **en compagnie de Ferhat Abbas.** ***Ci-dessus :*** **Saad Dahlab. Natif du Sud algérien, il possède les traits typiques des hommes de cette région : esprit d'indépendance et tempérament « poète et paysan ».** ***A gauche :*** **Henri Chayet, diplômé d'études supérieures de droit public, économie politique et droit romain, que ses collègues du Quai d'Orsay considèrent comme « libéral ».** ***A droite :*** **Taïeb Boulharouf, chargé de mission itinérant, que tout le monde, dans le F.L.N., appelle « Pablo », son surnom de guerre.**



Ci-dessus : la base de Mers el-Kébir sur laquelle la France voudrait pouvoir exercer sa souveraineté pendant une période que les Algériens jugent trop longue. *Ci-contre* : Hassi-Messaoud. L'appartenance du Sahara et l'exploitation de ses richesses sont au cœur des conversations. Pompidou éblouira Boumendjel par sa compétence impressionnante sur les problèmes du Sahara. *Ci-dessous* : Bab-el-Oued. Autres têtes de chapitre de conversations ultérieures qui sont passées en revue : les droits des Français d'Algérie et des nationalités.





d'une espèce assez particulière : Ahmed Boumendjel, qui a mystérieusement quitté son bureau au premier étage de l'immeuble blanc abritant, à Tunis, rue des Entrepreneurs, le ministère de l'Information du G.P.R.A., et Georges Pompidou, qui s'est fait mettre, officiellement, en [illegible] de sports d'hiver » avant d'aller prendre un train anonyme. Le premier est accompagné de Boulharouf, le second [illegible] fonctionnaire expérimenté du Quai d'Orsay, Bruno de Leusse, et aussi de Chayet qui jouera les éminences grises dans le[illegible]es de la rencontre, prévue pour le lendemain, 20 février, à l'hôtel Terminus.

Pompidou et Boumendjel agissent comme les couples illégitimes de la petite bourgeoisie helvétique, où les convenances exigent que les amours adultères soient soigneusement dissimulées. [illegible] au même [illegible] chambre [illegible] séparé[illegible] des deux pièces avec portes [illegible] permet de d[illegible]. Les entremetteurs suisses ont fait preuve de la plus grande élégance. De la plus grande curiosité aussi car tout ce palier du Terminus a été truffé de micros et de bandes enregistreuses, qui feront le bonheur des « barbouzes » de Berne.

Le premier contact, à 9 heures du matin, entre Pompidou et Bruno de Leusse, d'un côté, Boulharouf et Boumendjel, de l'autre, est assez froid. Pompidou, en effet, n'a apprécié que médiocrement d'avoir à effectuer cette mission, qu'il trouve un peu étrange, mais qu'il est bien obligé d'accomplir, car on ne discute pas un ordre du général. Il déclare, d'emblée : « Si, au début de l'automne de 1958, j'ai beaucoup favorisé les contacts franco-F.L.N., j'ai cessé de m'occuper, depuis cette date, des affaires algériennes, et comme je connais mal certains problèmes, je vais sans doute vous décevoir un peu. » En fait, il ne sera nullement « décevant », car il est aussi bûcheur que Boumendjel, grand avaleur de dossiers, et il a minutieusement préparé ses interventions.

L'émissaire de l'Élysée expose longuement la « vision algérienne » du président de la République française, puis Boumendjel expose à son tour, non moins longuement, la « doctrine de paix » du G.P.R.A. Après ces deux discours, il apparaît à l'évidence que les deux conceptions sont loin de coïncider, notamment au sujet des garanties à donner aux Européens dans une Algérie qui deviendrait indépendante, du statut de la base de Mers el-Kébir (sur laquelle la France voudrait continuer à exercer sa souveraineté pendant une période que les Algériens trouvent excessivement longue) et sur l'idée gaullienne d'une « trêve des opérations militaires » que le F.L.N. ne veut accepter qu'en échange de certains accords de fond politiques). Lorsque Pompidou, cependant, assure que le « référendum d'autodétermination » préludera à l'indépendance de l'Algérie et qu'il souhaite voir le F.L.N. participer à ce scrutin (« qui, de toute manière aura lieu, avec ou sans vous »), Boumendjel et Boulharouf mesurent le chemin qui a été parcouru, à



[illegible] Boumendjel et Boulharouf [illegible] aux cochonnailles

Paris depuis l'échec de Melun et ils font état de leur satisfaction devant les progrès accomplis.

Les choses se gâtent après le déjeuner [illegible] par un maître d'hôtel [illegible] Pompidou [illegible] homme [illegible]

[illegible]

y faisant jaillir le pétrole. Pour Boumendjel, au contraire, « le Sahara est partie intégrante de l'Algérie » et « le G P R A ne saurait transiger sur ce principe intangible ».

Les discussions tournent à la controverse [illegible]-géographico-politique sur [illegible] caractère « français » pour les uns, [illegible] pour les autres, du Sahara. Elles se prolongent jusqu'à [illegible] heures [illegible] douze heures, sans [illegible] les points de vue dans ce domaine [illegible] se rapprocher.

[illegible] cependant [illegible] se revoir et [illegible] un repas [illegible] peut [illegible] les [illegible] sont partis. Représentants [illegible] société musulmane Boumendjel et Boulharouf refusent de toucher aux cochonnailles, mais Pompidou, dont le coup de fourchette impressionne ses partenaires, dévore avec la même gourmandise, et la charcuterie et la viande séchée des Grisons.

Pompidou, qui, dans tout ce dialogue, n'a été que la « voix de son maître », dans un enregistrement de haute fidélité, fait à de Gaulle, à son retour, un récit détaillé de l'entretien dont il résume également les termes à Debré et à Joxe. « Ça finira par marcher avec le F.L.N. », dit, optimiste, le ministre des Affaires algériennes. « Ça ne marchera pas », rétorque le premier ministre, dont le pessimisme se nourrit d'ultimes nostalgies pour l'« Algérie française ». « Nous verrons bien », tranche le général, toujours olympien. Poursuivons. »

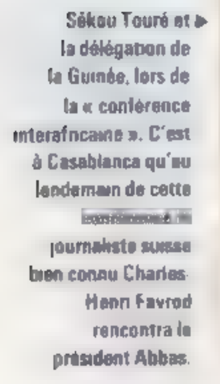
On poursuit donc. Le ballet de la « prénégociation » continue, à Neuchâtel, puis à Rome, avec, côté français, Bruno



Les délégués à la conférence interafricaine de Casablanca sont allés à la mosquée pour assister à la prière du vendredi. Au premier rang, on reconnaît Ferhat Abbas, Nasser et Mohammed V, qui mourra peu après.

Au colloque de Vincennes, Jacques Soustelle et Georges Bidault. Tandis que se poursuivaient les [redacted] entre Pompidou et Boumendjel, les [redacted] multipliaient les [redacted] du « grand coup »





Sékou Touré et la délégation de la Guinée, lors de la « conférence interafricaine ». C'est à Casablanca qu'au lendemain de cette [redacted] journaliste suisse bien connu Charles-Henri Favrod rencontra le président Abbas.

de Leusse et Chayet et, côté algérien, Boulharouf et Boumendjel, supervisés par Saad Dahlab.

A Paris, Joxe pousse à la roue, mais Debré freine, ce qui désoriente quelquefois le placide Olivier Long, qui sera fort étonné, un jour de fin février, de se voir conduire d'Orly à l'Hotel Matignon (où le premier ministre le met en garde contre « toute précipitation ») alors qu'il croyait que la voiture qui l'attendait allait le conduire rue de Lille, chez le ministre des Affaires algériennes.

Le deuxième échange de vues, [illegible] 5 mars, entre Boumendjel, [illegible] de Boulharouf, et Pompidou est encore difficile. Le porte-parole du général parle en effet de « futures rencontres » — au pluriel — franco-algériennes, ce qui laisse entendre que le F.L.N. n'est pas, pour Paris, le seul interlocuteur algérien possible, alors que Boumendjel s'en tient à la formule « rencontre » — au singulier qui signifierait que le F.L.N. est l'interlocuteur algérien non pas seulement privilégié, mais unique, de Paris. Pompidou, d'autre part, refuse d'admettre que Ben Bella et ses compagnons, les quatre ministres d'État du G.P.R.A. prisonniers en France, puissent participer à tout dialogue, « privé » ou public, avec les autorités françaises.

Boumendjel, en rentrant à Tunis, déclare cependant : « Mon nom signifie « l'homme à la faucille, le moissonneur » et ma faucille, cette fois, a fait une bonne récolte. » Pourquoi cet optimisme? Parce que Pompidou, sans pour autant modifier sa ligne au sujet du Sahara, a cependant admis que la question du statut des territoires sahariens pourrait, dans le cadre d'un débat général sur « le contenu de l'autodétermination », être précisément une de celles à débattre lors d'une conversation publique franco-F.L.N.

Le train est ainsi lancé. Il va aller de plus en plus vite. Je publie, dans *France-Observateur*, une déclaration dans laquelle « une importante personnalité du C.N.R.A. » énumère, dans une formulation très souple, les différents points dont il pourrait être discuté entre le gouvernement français et le G.P.R.A. Dans une note que je fais parvenir à de Gaulle, par René Capitant, je signale au président de la République que cette « importante personnalité » n'est autre que Dahlab. J'y ajoute un commentaire dans lequel je demande, en tant que pied-noir, qu'un représentant des pieds-noirs participe à la future conversation publique franco-F.L.N., de manière que la communauté européenne s'y sente associée.

Sur ce point, le général réagit d'une manière négative et même polémique : « Les pieds-noirs, ils devront marcher dans les clous! » Les autres points, en revanche, sont accueillis favorablement : « Cette déclaration de Dahlab, dit-il, est vraiment intéressante. » Fort d'un tel encouragement, Me Pierre Stibbe se rend à Tunis et il en rapporte une nouvelle interview de Dahlab — encore plus précise que la précédente — qui est publiée dans *France-Observateur* du 12 mars.

Un propos élyséen

La négociation publique point à l'horizon (une date est même retenue : le 7 avril), mais il y aura encore des orages : une allusion maladroite, dans un discours de Joxe, à la « nécessité de mener, parallèlement aux discussions avec le F.L.N., des discussions avec le M.N.A. » (le mouvement rival de Messali Hadj) et une allusion agressive, dans un discours de Debré, au « caractère français » du Sahara. Le plus gros orage est cependant celui qui éclate à Alger avec le putsch des généraux Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, qui veulent « sauver l'Algérie française ».

Lorsque cette dissidence est réduite, de Gaulle reprend, avec le F.L.N., les fils du débat un moment interrompu. C'est un propos élyséen sans équivoque qui est rapporté, à Tunis, aux ministres du G.P.R.A. : « La parenthèse d'Alger est fermée. Nous reprenons notre affaire. »

L'« affaire », ce sera la conférence franco-F.L.N. d'Évian, qui débutera en mai.

En avril déjà, des émissaires français proposent que les discussions aient lieu à Évian dans une grande salle de l'hôtel du Parc, et que la délégation algérienne soit logée dans les dépendances de cet établissement. « Les dépendances, toujours les dépendances! ironise Dahlab. C'est l'indépendance que nous voulons! » Finalement, la délégation du G.P.R.A. négociera à Évian, mais elle résidera, non pas sur le territoire français, mais en Suisse, près de Genève. H

Albert Paul LENTIN

APRÈS LE PUTSCH, LES NÉGOCIATIONS D'ÉVIAN



◄ L'hôtel du Parc, à Évian. Dans la salle de conférence aménagée dans le salon, les pourparlers commencent à 10 h 55 précises. Les premiers instants sont difficiles.

Le 20 mai 1961 débutent enfin les pourparlers d'Évian. Près d'un an après la première tentative de Melun, des représentants français et musulmans se retrouvent face à face. S'il est difficile de ne pas céder à la tentation des rapprochements et de préjuger le résultat, force est de constater que les conditions sont notablement différentes. Par son allocution du 8 mai, le chef de l'État a en quelque sorte « officialisé » Évian et le G.P.R.A. a tenu visiblement à se placer sur le même plan. Il ne s'agit plus, cette fois, d'un contact, d'un échange de vues,



◄ Évian, où tout est prêt, le vendredi 20 mai, pour que débutent enfin les entretiens officiels entre représentants français et algériens. Le 31 mars, le maire d'Évian avait payé de sa vie d'avoir accepté d'accueillir les [illegible]

Louis Joxe, ► ministre d'État chargé des Affaires algériennes, a reçu du gouvernement mission de présider la délégation française qui se compose de Roland Cadet, Bernard Tricot, Bruno de Leusse et Philippe Thibaud, assistés en outre de Bounllet, Barbier et Merilion

d'un simple préalable, mais d'une véritable tentative de négociation entre des personnalités de niveau élevé.

La composition des délégations est, à cet égard, symptomatique. Cette fois, c'est un ministre, le ministre d'État chargé des Affaires algériennes, Louis Joxe, qui préside la délégation française. À ses côtés, on remarque le conseiller d'État Roland Cadet, Bernard Tricot, conseiller à la présidence de la République, et Bruno de Leusse et Philippe Thibaud, respectivement directeur des affaires politiques et chef du service de l'information au ministère des Affaires algériennes.

En face, Me Ahmed Boumendjel, dont la faconde toute méditerranéenne et les affinités parisiennes ne déplaisent pas aux Français, n'est plus qu'en position subalterne, pourrait-on dire. Il se trouve relégué en troisième position derrière Belkacem Krim, vice-président et ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A., et Ahmed Francis, ministre des Finances et des Affaires économiques. La délégation algérienne comprend encore Mohamed Ben Yahia, directeur du cabinet de Ferhat Abbas, Taïeb Boulharouf, Saad Dahlab et deux officiers de l'A.L.N. Au total, compte tenu des experts et des secrétaires, chaque groupe comprend une trentaine de personnes.

Si les pourparlers vont se dérouler en territoire français, à l'hôtel du Parc, à Évian, la délégation du G.P.R.A. réside de l'autre côté du lac Léman, en Suisse, à Bois-d'Avault, dans la fastueuse propriété de l'émir du Katar. Les représentants du G.P.R.A. n'auront donc pas, comme à Melun, le sentiment d'être cloîtrés, tenus en quarantaine. L'odieux assassinat du maire d'Évian, le 31 mars, par l'O.A.S., considéré par ses auteurs comme un acte de « salubrité nationale », a contribué à renforcer les mesures de sécurité qui ont rarement atteint un niveau aussi élevé.

Au-dessus du lac

La police suisse a bien fait les choses. La villa de Bois-d'Avault est isolée du reste du monde par un barrage infranchissable. Les déplacements de la délégation du G.P.R.A. s'effectuent uniquement en hélicoptère au-dessus du lac dont l'espace aérien a été interdit. Sur le rivage français, la zone d'atterrissage est l'objet d'une surveillance jalouse et des hommes-grenouilles effectuent des plongées régulières dans les eaux glacées du lac. Quant à l'hôtel du Parc, il a été transformé en camp retranché. Cette débauche de précautions n'interdit pas les mesures supplémentaires prises par la délégation du F.L.N. Chacun de ses membres dissimule un respectable parabellum et une équipe de gardes du corps est chargée de la protection de la troupe. À sa tête, Sadek, qui sera par la suite promu aux fonctions de ministre du Tourisme.

En tout cas, Krim Belkacem, à peine remis d'une opération de la vésicule biliaire, dissimule mal ses appréhensions. « Mais c'était pour moi, avouera-t-il plus tard, un jour historique. J'étais l'homme qui descendait du ciel sur la terre pour faire la paix. On parlait bombes, assassinats, mais je crois que si on s'était battu à côté, je serais venu négocier. Il fallait se rencontrer et mettre fin à la guerre. »

suite page 2772



◄ Arrivée de la délégation algérienne à Genève, Krim Belkacem et Boulharouf en tête. Derrière eux, Saad Dahlab, Ahmed Francis, Boumendjel et Ben Yahia.



Les environs de Sétif : un paysage morne, âpre, brûlé par le soleil. Un vaste plateau aride aux multiples anfractuosités, où l'on chercherait en vain un coin d'ombre...




Funérailles de ▶ Camille Blanc, maire d'Évian. Un crime de l'O.A.S. qui souleva l'indignation. De même que l'article publié par le *Courrier nationaliste* . « L'exécution du maire d'Évian est un acte de [redacted] nationale qui sera confirmé et honoré comme tel par l'Histoire. »


◀ Dans les jardins de leur hôtel, des membres de la délégation française, qui comprend, en comptant les experts et les secrétaires, une trentaine de personnes. La première semaine des pourparlers sera qualifiée de « phase des monologues ». Peu de faits importants. Chacun reste sur ses positions. Premier problème abordé et non résolu : le Sahara.



« La guerre ▶ commence », annonce le 3 mai en Algérie un tract de l'O.A.S. « Une grande armée des maquis s'organise. Les purs restent avec nous et poursuivent le combat. » Et [redacted] se multiplier ! En métropole, cependant, des [redacted] sont organisées pour réclamer la paix et condamner l'action de l'O.A.S.

suite de la page [illegible]

C'est sur [illegible] que les délégués F.L.N. font leur entrée [illegible] la salle de conférence [illegible] dans le grand salon [illegible]. Les délégués français sont [illegible] place. Le premier contact [illegible] plus. Présentation [illegible] mots des chefs de délégation [illegible] le feu : « Il faut tourner la page! Le souci du gouvernement français et du général de Gaulle est de [illegible] la paix et de faire l'Algérie nouvelle après un passé regrettable... » Krim Belkacem enchaîne : « Nous vous exprimons nos sentiments sincères d'arriver à trouver un terrain d'entente qui puisse permettre à la France et à l'Algérie d'entamer une ère nouvelle

pour les représentants

Trêve unilatérale. Libération de six mille détenus, ▶ transfert des prisonniers de l'île d'Aix au château de Turquant *(photo)*, tels sont les présents déposés par la France dans la corbeille des négociations.

de coopération. » Après un bref échange de vues, où l'on décide d'observer un silence total sur les pourparlers et de siéger un jour sur deux, les Algériens vont déjeuner dans l'annexe de l'hôtel. Me Boumendjel retrouve avec plaisir ses habitudes gastronomiques, mais n'ose réclamer du vin. Seul, Belkacem Krim se permet une entorse à l'orthodoxie musulmane. A l'heure du café, il allume une cigarette, la première d'une longue série.

Quelle est alors l'atmosphère générale au moment où s'ouvre une conférence que d'aucuns veulent décisive? En France, l'opinion dans son ensemble ne dissimule pas sa satisfaction. En Algérie, contrairement à ce que pouvaient laisser craindre certaines rumeurs, il ne s'est rien passé. Pas de manifestations collectives. Il est vrai que les mesures prises par le service d'ordre sont imposantes. A Alger, 26 000 hommes quadrillent la ville. Il n'en reste pas moins que l'O.A.S. accentue son emprise sur la population européenne et que les concerts de casseroles deviennent monnaie courante. En fait, c'est surtout par un « festival de plastic » que l'O.A.S. manifeste ses sentiments à l'égard de la conférence. Le 19 mai au soir, on n'enregistre pas moins d'une vingtaine d'explosions, sans parler des jets de grenades offensives. Les jours suivants, le festival se poursuivra..

Mais ce qui retient surtout l'attention, ce sont les mesures prises par le gouvernement français, qui témoignent, semble-t-il, d'un désir réel d'aboutir à un résultat.

Les « points d'ancrage »

Le 20 mai, à 11 heures, le gouvernement annonce, en effet, une trêve unilatérale d'un mois sur tout le territoire algérien, à l'exception des zones-frontière. Toutes les opérations offensives seront interrompues à partir du 20 mai à 18 heures. Toutefois, à Alger, le délégué Jean Morin précise que les forces de l'ordre continueront de s'opposer « à tout renforcement du potentiel de l'adversaire », qu'elles conserveront « leur liberté d'action » et que « la circulation des rebelles demeure naturellement interdite ». L'effet n'en est pas moins réel.

Simultanément, le gouvernement annonce encore la libération en Algérie de 6 000 internés et prisonniers. Cette mesure de détente est complétée par le transfert des détenus de l'île d'Aix. Ben Bella, Aït Ahmed, Boudiaf et Khider, dans la résidence plus que confortable du château de Turquant, près de Saumur. Quant à

F.L.N., le cessez-le-feu n'est pas un préalable, mais une conclusion

Mostefa Lacheraf, il est mis en liberté. Ces décisions ne peuvent avoir, semble-t-il, qu'une influence faste sur le déroulement des pourparlers

Ceux-ci vont durer près de trois semaines et les exégètes vont bientôt distinguer la « phase des monologues », qui couvre en gros la première semaine, et la phase du « dialogue », qui va s'amorcer après le 31 mai. En fait, d'un côté comme de l'autre, on constate la volonté de progresser, de faire le tour de l'ensemble du problème et de ne pas buter d'emblée sur les « points d'ancrage » respectifs, c'est-à-dire les problèmes où les positions risquent d'apparaître inconciliables

Il n'en reste pas moins que plusieurs aspects, plusieurs « points d'ancrage » justement, soulèvent rapidement des difficultés considérables et ne laissent entrevoir que difficilement une solution. Pour commencer, il y a le problème du cessez-le-feu. Visiblement, le F.L.N. n'apprécie pas l'initiative française dans la mesure où elle semble indiquer une attente de réciprocité. Le 20 mai au soir, dans une conférence de presse à Genève, Malek se montre catégorique : « La clé du cessez-le-feu, ce n'est pas le gouvernement français qui la détient, c'est aussi le gouvernement algérien. Le vrai problème, c'est celui de savoir si on veut mettre fin à la domination coloniale sur l'Algérie et faire passer l'autodétermination dans les faits. La France envisage un cessez-le-feu limité à un mois. Le délai montre qu'il s'agit d'une manœuvre de diversion, d'un chantage. » A Tunis, Yazid fait écho et dénonce un « faux problème » : « Une interruption effective des combats ne peut être que le résultat d'un accord bilatéral portant sur l'ensemble du problème politique. » Somme toute, la position du F.L.N. n'a pas changé. Le cessez-le-feu n'est pas un préalable, mais une conclusion. Il reste lié à la solution des problèmes politiques. Il n'interviendra qu'une fois reconnue l'existence d'une nation algérienne, indivisible, indépendante et souveraine.

Trois options

Mais c'est sur la nature de l'autodétermination qu'apparaît la première grande divergence de taille. Pour les Français, l'autodétermination doit suivre ou plutôt consacrer des accords de garantie et de coopération préalablement conclus dans le détail. C'est un aboutissement et non un point de départ, une sanction des populations invitées à choisir, à se prononcer en fonction d'options précises

Joxe en profite pour rappeler le caractère fondamental des trois options, tout en insistant sur l'hypothèse de la partition, envisagée par le général de Gaulle le 8 mai. Si le chef de l'État n'a jamais cessé d'affirmer ses préférences pour une association, il n'a pas écarté une solution fondée sur des « données naturelles » Mais, de toute manière, la France ne ▶



Les Français cherchent à obtenir des garanties non seulement pour les Européens, mais aussi pour toutes les minorités qui se différencient par leur religion ou leur particularisme (*Photo* : des Ouled-Naïl.)

Malek affirme que "le Sahara ne sera pas un nouveau Katanga"

« demande » rien, elle ne fait que proposer une solution qui offre l'avantage de ménager des intérêts réciproques

Indépendamment de ce qui peut apparaître comme une manœuvre, force est de constater que l'interprétation du G.P.R.A. sur l'autodétermination est encore bien différente. Si le F.L.N. accepte de discuter de la forme que prendra la consultation et des garanties qui pourront l'entourer, il refuse de négocier l'avenir de l'Algérie tant qu'elle ne sera pas indépendante et de s'engager en son nom sur la forme d'une coopération avec la France. « C'est le futur État algérien qui verra cela avec vous, déclare Krim Belkacem. Anticiper sur cette négociation future, ce serait transformer l'autodétermination en prédétermination. »

Une divergence plus importante encore repose sur le problème saharien. Sur ce point, Louis Joxe, orfèvre en la matière, se livre à un « exposé d'agrégation sans conclusion ». Sur le plan historique, l'Algérie a toujours subi l'attraction du nord et de la mer, mais ne s'est jamais tournée vers le sud. Les populations sahariennes ont leur personnalité propre et ne s'identifient pas avec les peuples arabes. Enfin, la France a toujours accordé au Sahara un statut particulier.



Des tireurs suisses ▶ veillent sur la sécurité des membres de la délégation algérienne. Le putsch, la révélation au grand jour de l'existence de l'O.A.S. ainsi que l'assassinat de Camille Blanc ont multiplié les craintes de la police suisse, qui n'a négligé aucune précaution pour isoler la villa de Bois-d'Avault et ses habitants du reste du monde.

La seconde pierre d'achoppement

Cette démonstration s'appuie sur les instructions nettes du chef de l'État « Le pétrole, c'est la France et uniquement la France. Le Sahara algérien est une fiction juridique et nationaliste sans fondements historiques. La solution intelligente, avait-il ajouté, est une source commune pour tous les États riverains Pour le général de Gaulle, le Sahara doit constituer une sorte de carrefour de l'influence française rénovée en Afrique Tout le Maghreb et l'Afrique noire doivent bénéficier des revenus et des avantages procurés par le pétrole et le gaz naturel

La réaction de la délégation du G.P.R.A est extrêmement vive. S'appuyant sur la volonté des combattants, mais aussi sur des données tirées de l'histoire et de la géographie Boumendjel plaide le dossier de l'intégrité du territoire algérien avec fougue et brio. Il puise d'ailleurs son argumentation dans un ouvrage des plus récents que les délégués français consultent de leur côté, ce qui leur permet de fournir à Joxe des éléments de réponse... L'intervention de Boumendjel s'achève sur une conclusion dénuée de toute ambiguïté Tant que le « principe intangible » du caractère algérien du Sahara ne sera pas reconnu, la guerre continuera. Le soir même, à Genève, Malek reprend la même thèse et affirme que le « Sahara ne sera pas un nouveau Katanga » et d'ailleurs, ajoute-t-il, « il n'y aura pas en Algérie un nouveau Tshombé ». Le F.L.N. laisse cependant la porte entrouverte à une solution et marque une différence entre « le principe de souveraineté et la question de l'exploitation ». Pourquoi ne pas envisager une mise en valeur commune des ressources du sous-sol?

Avec le Sahara, le problème de la minorité européenne constitue la seconde pierre d'achoppement de la conférence. C'est à cette occasion qu'apparaît la logique doctrinale du F.L.N. L'autodétermination doit consacrer le droit à l'indépendance et l'« unité du peuple algérien » dans le cadre de l'« intégrité territoriale ». Les Algériens refusent d'accorder aux Européens un statut spécial, de consentir à la double citoyenneté proposée par la délégation française et considérée comme le seul moyen de garantir leurs intérêts et d'éviter des discriminations. Ils n'acceptent pas davantage l'idée d'un régime spécial pour les villes à forte population européenne.

« Le peuple algérien, affirme Krim Belkacem, est constitué par les indigènes qui ont résisté longtemps à la conquête française. Ils sont unis par la langue, la religion, les mœurs, une Histoire commune où il y a beaucoup de combats et de souffrances. La guerre a montré la force de leur conscience nationale, mais ce peuple a dû subir, depuis 1830, le fait colonial. Un peuplement européen s'est créé, hétérogène par ses origines, mais soudé par son intégration à la nation française. Ce peuplement se différencie du peuple





algérien par sa langue, sa religion, ses mœurs. Il a bénéficié de privilèges exorbitants. Loin de s'assimiler au peuple algérien, il s'oppose à lui et exerce l'hégémonie, il nie même l'existence du peuple algérien et de la nation algérienne. L'indépendance va poser le problème des Européens. Nous voulons le régler en toute équité, nous ne refusons pas à ces hommes le droit de se lier au peuple algérien et même de s'y fondre. La nation est un phénomene évolutif »

C'est l'option qui constituera la règle fondamentale de l'appartenance à la nation algérienne. Il n'y aura aucune discrimination à l'égard des Européens qui auront choisi la nationalité algérienne Leurs « particularismes » religieux et culturels seront respectés. Ceux qui voudront rester français résideront en Algérie avec un statut d'étrangers. Ils pourront cependant obtenir des garanties particulières après accord entre le gouvernement français et le G.P.R.A. Cependant, le F.L.N. ne s'engage à respecter que les biens « légitimement » acquis et pose le problème des spoliations nées de la colonisation. « Il ne faut pas qu'après l'indépendance le peuple algérien se sente encore colonisé. » De toute manière, il n'est pas question de faire davantage et de « créer dans nos institutions, comme le souligne Krim, des règles qui cristalliseraient une minorité. Aller plus loin risquerait d'ébranler les assises de l'État algérien à construire. »

En attendant, force est de constater, le 10 juin, qu'on se trouve dans l'impasse. Le seul point où un accord pourrait se dessiner concerne les modalités de l'autodétermination et de la période transitoire. Sur le reste, les accords de coopération, le statut des Européens, le Sahara, les positions sont encore inconciliables et le résultat des pourparlers est presque entièrement négatif. Aussi, le 13 juin, après un entretien prolongé avec le général de Gaulle, Joxe avertit les délégués du G.P.R.A. qu'une suspension des pourparlers s'impose. Un délai paraît indispensable pour la réflexion. Ce n'est pas la rupture complète. Le contact sera maintenu par une « permanence » qui restera à Évian.

Une évidente déception se manifeste de part et d'autre. Évian a permis de constater, beaucoup plus qu'à Melun, que Français et Algériens souhaitent sincèrement un règlement du conflit. Aussi, personne ne cherche à envenimer le désaccord. « Notre volonté reste entière, affirme Joxe, comme au premier jour. » De son côté, Krim Belkacem déclare : « Le gouvernement algérien ne conclura des accords d'association ou de coopération qu'après avoir accédé à l'indépendance. Cependant, je réaffirme mon souci de ne rien dire qui puisse nuire à la reprise de la négociation et à la paix. Il ne faut pas insulter l'avenir. » Chacun sent confusément qu'on aurait pu aller plus loin, mais, en réalité, aucun des deux partenaires n'est entièrement libre. Le général de Gaulle ne peut négliger les réactions de l'armée, des pieds-noirs, tandis que le G.P.R.A. doit tenir compte de l'intérieur, de l'A.L.N., qui reste attachée aux principes de la Soummam. Mais si le désir d'aboutir et de garder le contact est réciproque, c'est que chacun sent qu'un facteur nouveau vient d'intervenir dans le conflit et risque de compromettre définitivement une solution équitable.

Ce nouvel élément, c'est l'O.A.S

Philippe MASSON

◀ La villa de Bois-d'Avault qui a été mise à la disposition de la délégation algérienne par son richissime propriétaire, l'émir du Katar. Pour se rendre en France, les délégués n'utilisent que des hélicoptères.



L'hôtel de la Verniaz, ▶ où est logée la délégation française. Comme leurs collègues suisses, les policiers français ont pris des [redacted] draconiennes pour protéger les membres de la délégation.



TOUS N'ÉTA

L'idée que se font les métropolitains de tous les colons tient dans ces deux images : domaines somptueux et vastes cultures. Contre cette idée peu conforme à la réalité, Albert Camus lui-même s'éleva. « A lire une certaine presse, écrivit-il dans *l'Express*, il semblerait que l'Algérie fût peuplée d'un million de colons à cravache et à cigare montés sur Cadillac. »

L'IDÉE que le colonat en Algérie n'était représenté que par des personnes riches à millions facilement gagnés est encore bien ancrée dans l'opinion française de l'hexagone. D'ailleurs, de nombreux pieds-noirs d'origine citadine se faisaient aussi une fausse idée des divers aspects de la condition des agriculteurs français en Algérie.

Comme dans toutes les professions, il y avait là-bas, de même que partout ailleurs, une gradation et, en milieu colon, on allait du « petit colon » jusqu'au « grand colon ». Dans un pays alors fort peu industrialisé, les grosses fortunes ne pouvaient se trouver que dans l'agriculture.

Le fait grave, c'est que l'on a toujours tendance à assimiler la masse des agriculteurs français d'Algérie à ces gens. A

ENT PAS MILLIONNAIRES

côté de ces supergros existait, presque dans chaque village d'Algérie, un gros cultivateur bien moins fortuné que les premiers cités, mais nettement plus riche que les autres agriculteurs du village. Les exploitations importantes sont le plus souvent nées de la très mauvaise conception de la colonisation, au départ. En effet, surtout dans les régions céréalières, lorsque furent créés les villages de colons, l'administration attribua des lots de superficie insuffisante pour être rentables. Par exemple, lors de la venue des colons suisses dans la région de Sétif, on attribua 18 hectares par famille. Plus tard, dans la même région, on porta, pour les immigrants français, la dotation à 40 hectares. Les postulants partant de Suisse, d'Alsace ou de Lorraine pensaient sans doute trouver 18 hectares, puis 40 hectares, de terre telle qu'ils la connaissaient chez eux. Mais dans ce pays semi-aride, il faut de huit à dix fois plus de surface pour la même production.

Ainsi, on créa des villages comportant quarante à cinquante familles qui s'aperçurent rapidement à leurs dépens qu'elles ne pouvaient vivre sur ces petites surfaces. Et, assez vite, le phénomène suivant se développa dans tous les villages. Quelques colons, soit plus opiniâtres, soit plus fortunés ou aidés financièrement par leur famille restée dans la province de départ, rachetèrent les terres des autres petits exploitants.

Les gros possédants

Ceux qui furent contraints de vendre retournèrent dans leur province ou, le plus souvent, constituèrent le noyau de population française des villes qui se créaient. De ce fait, chaque village de quarante à cinquante familles ne fut plus habité que par huit à dix familles de colons, une ou deux familles possédant les trois quarts des surfaces initiales et les autres se partageant le quart restant.

Chaque village s'est donc retrouvé avec un ou deux colons importants, les autres colons, bien qu'ayant pu se maintenir ne disposant que d'une surface à peine suffisante pour vivre à peu près correctement. Ces derniers continueront d'ailleurs à être à la merci des plus gros possédants et quand, à la suite de « mauvaises années », ils ne pouvaient plus équilibrer leur budget d'exploitation, ce sont les gros qui s'agrandissaient encore et certains d'entre eux, peu nombreux devinrent de véritables potentat

Les gros possédants ont do... leur puissance, non pas à partir des terr... appartenant aux autochtones, ma... partir des terres attribuées aux colon... La puissance économique allant de pa... avec la puissance politique, à presque tous les stades de la représentativité rurale mairies, conseils généraux, délégations financières, puis délégations à l'Assemblée algérienne, députation, Sénat — les mêmes se sont imposés.

Dans un pays aussi rude, les plus faibles avaient toujours besoin des puissants : crédits à obtenir, places pour les enfants trop nombreux pour rester au village, etc., et, de la sorte, les ruraux modestes ont fait le jeu des autres jusqu'à la fin sans avoir pu ou su se dégager de leur emprise. A la fin, les gros ont, bien entendu, perdu leurs terres d'Algérie, mais ils avaient suffisamment de réserves pour redémarrer en métropole. Beaucoup avaient d'ailleurs pris les devants et investi en France pendant que la piétaille se débattait là-bas.

Souvent leurs employés européens exposèrent leur vie et beaucoup la perdirent alors qu'eux étaient déjà à l'abri. Lorsqu'il fallut partir, ces employés et les petits agriculteurs se retrouvèrent en France totalement démunis et, les plus âgés, dans des situations matérielles et morales plus catastrophiques encore. Durant les événements d'Algérie, cette population rurale de petits colons et de gérants de domaines a été la plus atteinte par les assassinats du F.L.N. En effet, ces gens étaient les plus vulnérables, isolés dans le bled, obligés de quitter les agglomérations pour aller aux champs. De plus, ils constituaient très souvent un obstacle pour le F.L.N., par l'étroitesse de leurs rapports avec beaucoup de fellahs de leur région; il fallait alors les éliminer.

Pour revenir aux très gros domaines, il convient de signaler que certains appar- ▶



Médéa portes de Lodi. La ville est réputée pour ses vins rouges dits V.D.Q.S., à richesse alcoolique élevée.



Fondouk, commune située au milieu des vignobles et des cultures. *A gauche*, la mairie. *A droite*, la poste.

la vie était difficile pour les petits colons

tenaient à des sociétés et étaient issus de complaisances gouvernementales au moment de leur création; c'est ainsi qu'à titre d'exemple je citerai la « Compagnie Genevoise », qui était chargée d'organiser la colonisation suisse, il y a plus de cent ans. Si cette compagnie n'offrait aux malheureux candidats au colonat que 18 hectares, elle s'en est réservé 25 000 qu'elle a exploités jusqu'en 1959, les dividendes étant touchés par des inconnus suisses. A cette date, ces terres ont été rachetées par la C.A.P.E.R. pour être distribuées à des agriculteurs musulmans. De la sorte, cette compagnie a réussi, deux ans avant l'indépendance, à vendre ses 25 000 hectares à un organisme d'État, alors que les colons, surtout les plus modestes, après avoir perdu leurs terrains, attendent toujours l'indemnisation dérisoire qui était prévue.

La bonne entente régnait

De même, j'ignore en contrepartie de quels services Napoléon III accorda à la « Compagnie Algérienne » quelque 20 000 hectares dans la région d'Aïn-Regada. Cette compagnie a elle aussi exploité son immense domaine durant un siècle.

Ainsi, s'il y avait de grosses fortunes personnelles et quelques-unes camouflées sous des « raisons sociales », dont le plus grand nombre de bénéficiaires ne résidaient pas en Algérie, une masse de petits exploitants français menaient, même avant les « événements », une vie très difficile en raison des aléas de la culture et de l'élevage, très liés aux caprices du temps. Les fermes et beaucoup de villages ne disposaient pas de l'électricité. La plupart des villages des hautes plaines ont reçu l'électricité en 1954 seulement, c'est-à-dire à la veille du déclenchement de l'insurrection. On s'éclairait à la lampe à pétrole. Les localités rurales des plaines littorales, plus riches, étaient mieux équipées et depuis longtemps. Les petits colons de ces régions viticoles et agrumicoles pouvaient compter sur un revenu plus sûr.

Des appelés envoyés en Algérie pour le maintien de l'ordre ont pu avoir leur jugement faussé par le fait que lorsque des cantonnements militaires étaient établis dans des fermes, c'étaient toujours, ne serait-ce qu'en raison des possibilités en bâtiments, des exploitations importantes que le commandement choisissait.

Les petits colons du bled étaient en général peu instruits — ou arrêtaient la scolarité après le primaire pour aider à l'exploitation familiale. Les fermiers non installés au village ne rencontraient leurs concitoyens d'origine européenne qu'une fois par semaine, le jour du marché. Le reste du temps, ils ne côtoyaient que leurs ouvriers ou voisins d'origine autochtone dont ils connaissaient parfaitement et respectaient les coutumes. Tous ces blédards parlaient l'arabe aussi bien que le français.

La bonne entente qui régnait souvent entre les petits colons et les exploitants arabes peut être illustrée par un exemple d'association capital-travail comme il n'y en a sans doute jamais existé ailleurs.





Labour en Kabylie : une terre ingrate et difficile, encore qu'abondamment arrosée; des instruments agraires primiti



◄ Les petits fellahs cultivent encore la [redacted]. Avec une araire en bois que tire généralement une couple d'ânes faméliques. Pour tirer le maximum de leur terre avec de tels outils, il faut que les paysans s'astreignent à un dur et incessant labeur.



Battage du blé : deux mulets pour moissonneuse-batteuse. Si le « fellah moyen » et le « petit colon » arrivent à vivre décemment, le « petit fellah » végète au seuil de la misère.

Cette association, par accord verbal, liait des colons des hautes plaines à des éleveurs de moutons, nomades des steppes. Ces derniers, qui avaient des moyens financiers limités, accroissaient le revenu de leur élevage en s'associant avec un colon des hautes plaines à céréales. Ce colon pouvait obtenir plus de crédits grâce à son exploitation sédentaire. Il achetait des moutons qu'il confiait à l'éleveur nomade, lequel les adjoignait à son propre troupeau, qui circulait dans la steppe de point d'eau en point d'eau à plusieurs centaines de kilomètres de l'exploitation de l'associé.

En été, après les moissons, la steppe étant alors totalement desséchée, le troupeau transhumait, remontait du Sud vers les hautes plaines, rejoignait l'exploitation du colon associé afin de paître les chaumes des céréales. A la fin de l'été le troupeau repartait vers les immensités du Sud.

Le revenu des bêtes achetées en commun était partagé. Le colon avançait l'argent et fournissait la pâture d'été, le nomade et sa famille assuraient la garde du troupeau et sa survivance dans les steppes du Sud. Une telle association ne pouvait exister qu'à partir d'une confiance totale, car lorsque le responsable du troupeau s'en allait en septembre, il en était seul maître pendant dix mois, l'associé ne sachant même pas où le trouver.

L'intérêt et la confiance réciproques, scellés devant Allah par une poignée de main ferme, ont fait que les litiges dans cette forme de coopération étaient très peu nombreux, et pratiquement on n'a que très rarement vu des différends graves entre associés.

Bien sûr, quelques centaines d'éleveurs nomades au maximum, sur les milliers que comportait l'Algérie, pouvaient tirer avantage de ce procédé, les autres étant plus miséreux.

On retrouve là le grand problème de l'Algérie : la misère frappant les trois quarts de la population arabo-berbère.

En milieu colon, il y avait donc de gros et moyens colons et de petits colons; en milieu d'origine autochtone, il y avait aussi de gros possédants, quelques moyens et une masse de petits fellahs pauvres par rapport aux petits colons, car ne possédant que très peu de terre. Si les petits colons arrivaient tout juste à équilibrer leurs comptes, ils menaient tout de même une vie décente bien que rude. Les fellahs moyens « s'en sortaient » également, ils amélioraient leurs techniques de culture à l'exemple de leurs voisins européens. Les nombreux petits fellahs vivaient et cultivaient de façon moyenâgeuse. Leur pauvreté ne leur permettait pas de se servir d'autre chose que de l'antique araire en bois tirée par des ânes faméliques pour effectuer les labours de leurs champs exigus qui, de ce fait même, ne pouvaient porter que de maigres récoltes.

En plus de ces petits fellahs, la moitié de la population arabo-berbère ne possé ▶

le drame de la misère se retrouvait aussi dans les villes à cause du déséquilibre entre la démographie et le marché du travail



◄L'hôtel de ville de Djidjelli, petite commune située en bordure des plus vastes forêts de chênes-lièges de toute l'Algérie : 67 000 hectares. Les plus anciennes installations européennes remontent à 1858 seulement.



◄La poste, la mairie et la banque d'Aumale, commune mixte située sur le versant nord du djebel Dirah et réputée pour ses chevaux barbes. La ville, qui s'appelait alors Auzia, fut jadis une colonie romaine prospère.



◄La cave coopérative de Fondouk. Outre la vigne, on cultive, sur la commune, des céréales, des primeurs et du tabac en [redacted] quantités. Chaque mercredi a lieu d'ailleurs à Fondouk un marché pour le tabac.

dait presque rien et s'employait en partie soit chez les colons, soit chez les agriculteurs musulmans, à temps complet ou à temps partiel. La mécanisation ayant réduit les besoins en main-d'œuvre et la démographie ascendante mettant toujours plus de monde à la recherche de travail, il s'est créé une situation difficile. Une fraction toujours plus importante de la population musulmane ne pouvait s'employer, la misère s'accroissait. En l'absence d'une industrie importante locale, que n'avaient pas encouragée les gouvernants français depuis 1830 et à laquelle ne tenaient sans doute pas les industriels métropolitains, la seule planche de salut pour la masse miséreuse restait la France, qui pouvait offrir des emplois d'ouvriers.

A la suite de la collectivisation des terres des Français d'Algérie lors de l'indépendance, rien n'a changé et malgré l'existence actuelle de l'industrie pétrolière, les candidats à l'émigration sont de plus en plus nombreux. Il est évident que si les agriculteurs français d'Algérie entretenaient de bons rapports avec un certain nombre d'agriculteurs musulmans et avec leurs ouvriers permanents, le déséquilibre numérique dans le bled, entre les deux populations faisait que, somme toute, peu d'indigènes étaient touchés par cette entente et que la masse miséreuse se trouvait en marge, disponible pour les agitateurs. Ces derniers entraînèrent beaucoup de pauvres, en leur désignant comme première cible les petits colons et les gérants français de domaines.

Ce drame de la misère en Algérie n'était pas que rural, il se retrouvait dans les villes, à cause justement du déséquilibre entre la démographie et le marché du travail; il faisait éclater la différence de condition entre les habitants d'origine européenne, même les plus modestes, et la masse des habitants d'origine autochtone.

De nombreux observateurs font ressortir ce fait, mais leur comparaison s'arrête là. Ils ne comparent jamais, à qualification ou moyens de production égaux, le revenu des Français d'Algérie à ceux des Français de métropole. Si, dans un pays pauvre tel que l'Algérie (qui à l'époque ne tirait pas profit du pétrole), les Européens avaient en moyenne réussi à drainer vers eux plus de ressources par habitant que les autochtones, localement, ce n'était pas exact; cependant, pour la plus grande partie de la population européenne, le revenu moyen était inférieur à celui des citoyens métropolitains possédant le même capital d'exploitation ou la même possibilité professionnelle. A ce sujet, les mieux placés étaient les fonctionnaires, qui, à indice égal, percevaient une indemnité de résidence de 33 % en Algérie, alors



Troupeau dans les environs de Laghouat. A son propre troupeau, l'éleveur nomade adjoint parfois celui d'un colon et le revenu des bêtes achetées en commun est partagé

qu'elle n'est que de 15 % en métropole.

Les fonctionnaires d'origine autochtone avaient des salaires identiques. Cependant, pour les uns comme pour les autres, les avantages sociaux (allocations familiales, allocations logement, de maternité, etc.) n'étaient pas les mêmes qu'en métropole et étaient tellement inférieurs que, pour les familles, le revenu se situait au-dessous de celui qui était perçu en France. Seuls les célibataires bénéficiaient d'un petit avantage qui disparaissait lorsqu'ils fondaient un foyer

Avec plus d'un siècle de retard

En ce qui concerne l'agriculture, dans les régions céréalières, le revenu des exploitations était très faible à l'unité de surface, huit à dix fois inférieur au revenu des bonnes terres à céréales de France. Un exploitant de 100 ha n'était pas plus riche que son collègue métropolitain exploitant 12 à 15 ha. Dans la principale zone céréalière de France (Beauce, Brie, Oise, Aisne, Champagne, Berry), le nombre des domaines de 200 à 500 ha est proportionnellement beaucoup plus important que celui des domaines de 1 000 à 2 000 ha des plaines à céréales d'Algérie. Dans toute la France, et notamment dans les régions qui viennent d'être citées, on assiste actuellement, et avec plus d'un siècle de retard, au phénomène qui a détruit le petit colonat en Algérie

La paysannerie a lâché prise au profit de grosses entités de production appartenant à des individus isolés ou à des sociétés. Les domaines de 200 à 500 ha sont de plus en plus nombreux, souvent un par village, les autres exploitations du village (de 5 à 10) se partageant une surface équivalente. Quelques domaines atteignent 1 000 à 2 000 ha.

Dans la viticulture, les fermes françaises d'Algérie étaient en général plus à l'aise et leur revenu dépassait sans doute celui de la viticulture moyenne du midi de la France, mais certainement pas celui des productions métropolitaines en appellation contrôlée.

Les gros propriétaires des vignobles et des marques de champagne ou des châteaux renommés de Bourgogne et du Bordelais n'ont rien à envier, même à Borgeaud

Pour ce qui est du grand commerce et de l'industrie, ces secteurs étaient pratiquement inexistants en Algérie avant l'implantation des complexes pétroliers, d'ailleurs financés de l'extérieur et coïncidant avec les « événements ». La France, en revanche, foisonne de riches industriels. H

Louis HENRY

DEGUELDRE FRANCHIT UN NOUVEAU PAS



Les légionnaires du 1er R.E.P quittent le camp de Zéralda, conséquence du rôle joué lors du putsch. Avant de partir, ils ont fait sauter le dépôt de munitions et le magasin d'équipements. Dans les camions, ils partent en chantant « Non, rien de rien. Non, je ne regrette rien ».

ROGER DEGUELDRE n'avait pas attendu que l'orage fût passé et que les militaires et les civils entrés dans la clandestinité se fussent retrouvés pour engager le combat de la dernière chance.

Bien avant que le colonel Godard eût jeté sur le papier ce qui allait être l'organigramme de l'O.A.S., Roger Degueldre avait pris ses responsabilités.

Le soir du 26 avril, alors que les camions sable du 1er R.E.P. roulent vers le camp de Zéralda, abandonnant la Ville blanche aux képis rouges des gendarmes mobiles, quelques dizaines de légionnaires abandonnent le convoi en cours de route.

Roger Degueldre, en contact avec les milieux activistes depuis les « barricades » et déserteur depuis décembre 1960, les récupère rapidement.

C'est avec ces légionnaires qu'un jeune sergent d'origine yougoslave, Albert Dovecar, dit Bobby, rejoint l'homme qu'il admire le plus au régiment.

Dovecar et Degueldre s'étaient connus en 1958, à Guelma. Le lieutenant avait alors pu lire sur le visage de Bobby l'émotion qui l'étreignait lorsqu'on eut retiré des débris informes de l'hélicoptère le colonel Jeanpierre, patron du régiment, touché à mort.

Les sans-grades

Quelques jours plus tard, Degueldre avait confié à Dovecar les termes du serment qu'il avait prêté sur la tombe du colonel : « Plutôt mourir, mon colonel, que de laisser l'Algérie aux mains du F.L.N. Je vous le jure. »

Bobby Dovecar s'était répété en lui-même ce serment qu'il avait un peu fait sien.

C'est pourquoi il vient de déserter. Il va prendre la tête du premier commando « Delta » (nom de guerre de Roger Degueldre) que met sur pied le lieutenant déserteur.

Mais Roger Degueldre ne s'arrête pas là. Il fonce comme il en a toujours eu l'habitude. A trente-six ans, il est le type même du baroudeur. Le visage un peu chevalin, dont se dégage une grande virilité, garde une certaine beauté. Les yeux verts, les cheveux châtains coupés court, c'est un splendide para de 1,80 m.

De son Nord natal — il est né à Louvroil, le 19 mai 1925 — il a gardé l'horreur de l'exagération, des mots pour rien, des vantardises. Il a un principe qu'il veut faire partager à ceux qui l'entourent : agir d'abord, parler après et encore, le moins possible.

Après avoir participé à la libération de la France dans les rangs des maquis F.T.P., il s'engage dans la légion sous une fausse identité et il part pour l'Indochine. Soldat d'une valeur exceptionnelle, il construit peu à peu sa légende au sein des différents régiments étrangers de cavalerie. Il participe aux combats de Dien Bien Phu comme sergent. Il y est blessé et promu adjudant.

Et c'est l'Algérie. Là encore, son courage, son mépris de la mort en font le sous-officier le plus populaire et le plus attachant du 1er R.E.P. D'autant qu'au côté du baroudeur il y a l'homme de cœur toujours prêt à rendre service, à faire une gentillesse.

L'homme le plus impitoyable au combat est aussi le plus fantasque des compagnons de bordée lorsque le régiment se trouve au repos en base arrière.

Cette double personnalité en fait un meneur d'hommes apprécié tant de ses chefs que de ses subordonnés. C'est pourquoi, en 1957, il est promu sous-lieutenant au feu et reprend sa véritable identité de Roger Degueldre. Le 13 mai 1958, à l'exemple de ses supérieurs, il s'engage dans l'action politico-militaire. Son caractère entier le pousse comme toujours vers un engagement total. Il sera, en décembre 1960, le premier officier déserteur de l'armée française et il dira un jour à Jean-Jacques Susini :

« Quand nos colonels nous ont intéressés à l'Algérie, je me suis senti repris par une pensée que j'avais oubliée. Je leur ai dit, après la « semaine des barricades » : Faites bien attention. Vous affirmez que rien ne vous empêchera de garder l'Algérie à la France. J'ai prêté serment tout comme vous. Mais sachez bien qu'en ce qui me concerne il sera respecté. J'irai jusqu'au bout. »

C'est à peu de chose près ce qu'il répète, au printemps de 1961, aux premiers légionnaires qui viennent de le rejoindre.

Ce langage, il le tiendra aussi aux civils qu'il regroupera autour de lui. Mais, dans ce cas, il aura beaucoup plus de difficultés. Ces hommes, dont certains se battent depuis l'aube de la rébellion, sont très réticents. La confiance totale qu'ils ont pu avoir en l'armée s'est peu à peu émoussée.

Les échecs successifs des « barricades », de « décembre 1960 » et, maintenant, du putsch ont transformé ces idéalistes candides en des hommes méfiants ne se contentant plus de bonnes paroles et de serments.

Pour la plupart contre-terroristes utilisés pendant des années par les militaires du C.C.I. (Centre de coordination interarmes), ils ont été lâchés par leurs manipulateurs au lendemain des « barricades ».

Engagés encore une fois à fond lors du putsch avorté de décembre 1960, ils ont vu, cette fois encore, les chefs mili-

Un commando Delta en opération. Dans le langage des membres des commandos, « faire une ponctuelle » signifie exécuter un homme. Un « traître »...



« La parole, qui, trop souvent, n'est qu'un mot pour l'homme de haute politique, devient un fait terrible pour l'homme d'arme, et ce que l'un dit légèrement, ou avec perfidie, l'autre l'écrit sur la poussière avec son sang. » (Alfred de Vigny.) Rien n'est plus vrai pour Roger Degueldre, l'homme le plus brave, le plus efficace, le plus impitoyable au combat. Il a fait serment de garder l'Algérie à la France. Pour le tenir, il ira jusqu'au bout de l'aventure. ▶



Coll. particulière

taires déposer les armes avant que le combat eût commencé.

Lors du putsch d'avril, eux, les premiers éléments de cette O.A.S. naissante, ils se sont vus rejetés par les chefs militaires de la révolte. Et ils ont assisté encore une fois à la fuite avant le combat. Eux seuls, en ce soir de la défaite, ont livré combat. Eux, les sans-grades, les « petits Blancs » de Bab-el-Oued, ont fait crépiter leurs mitraillettes contre les gendarmes mobiles pour permettre à ceux qui les avaient exclus de prendre la fuite dans la nuit.

Pour « Jésus » Giner, Jo Rizza, Gaby Anglade, Louis Bertolini et quelques autres, la rancœur s'ajoute à la méfiance. Depuis cette tragique nuit du 26 avril, s'ils n'ont pas désarmé ils ne sont pas encore disposés à reprendre la lutte sans garanties sérieuses et autres que purement verbales. Des armes, ils en ont, du courage aussi et à revendre. Leur amour de leur terre est au moins aussi grand que celui que disent lui porter les « militaires ».

Pour le moment, regroupés dans un cabanon proche de la Madrague, ils sont prêts, ils attendent. Les années de combat les ont mûris.

Roger Degueldre les connaît. Il les a côtoyés pendant des mois et des mois lors de ses nombreux contacts avec les différents leaders activistes d'Alger. Il sait leur valeur, leur abnégation, leur efficacité de combattants de l'ombre. Mais il sait aussi qu'il aura des difficultés à les convaincre.

L'O.A.S. commence à s'organiser, tout doucement. Degueldre rencontre Susini. Ils vont même habiter pendant un temps ensemble dans la villa de l'architecte Pouillon, sur les hauts d'Alger. Alors naît entre les deux hommes une solide amitié. Entre l'homme d'action et le théoricien révolutionnaire le courant passe. Louis Bertolini, lui aussi, a retrouvé Susini. En sa qualité de capitaine du C.C.I. toujours en activité, il peut circuler librement et sans risque dans Alger. C'est un avantage appréciable. D'autre part il est le seul des trois à avoir le contact avec le groupe Rizza, Giner, Anglade. Pour Degueldre, c'est la bonne aubaine. Cependant il n'est pas encore au bout de ses difficultés. Le plus gros du travail reste à faire : convaincre.

A la Madrague les anciens contre-terroristes ne sont pas chauds, mais alors pas du tout. Ils veulent bien « remettre ça », mais pas sous les ordres d'un militaire. Bertolini, malgré l'argumentation que lui a fournie Susini, se heurte à un mur. Il va tout de même trouver un terrain d'entente. A bout d'arguments, il propose :

« Soit! vous refusez de travailler sous ses ordres. Acceptez, cependant, de le recevoir, de discuter avec lui. Faites-lui part de votre état d'esprit. Mettez-le au pied du mur. Posez-lui vos conditions. »

Le pas en avant est fait. Ils acceptent.

En cette fin de mai, le soleil « tape » dur. Il est 11 heures lorsque Roger Degueldre, coiffé de la casquette à carreaux qu'il portera pendant toute la durée de l'O.A.S. se présente au cabanon.

Dans un geste de défi, les hommes ▶

Coll. particulière





◄C'est dans un cabanon situé à la Madrague, plage populaire des environs d'Alger, que les anciens contre-terroristes algérois ont installé leur P.C. et attendent...

le chef coupable de défaillance est convoqué

refusent de le recevoir dans leur « planque ». La discussion aura lieu dehors, sur la petite esplanade qui fait face à la mer, derrière la villa.

Le lieutenant commence :

« Je suis au courant de vos problèmes. Je les comprends. C'est pourquoi je suis ici devant vous. Il n'est pas dans mes habitudes de m'expliquer, comme il n'est pas dans mes habitudes de laisser discuter les ordres. Cependant, en ce qui vous concerne le problème est différent. Depuis des années vous vous battez courageusement et chaque fois, ceux qui vous ont menés au combat vous ont « lâchés ». Aujourd'hui, on vous demande encore de reprendre la lutte sous ma responsabilité et vous ne me connaissez pas. Vos scrupules vous honorent. Comme vous, je ne crois plus aux mots, aux promesses, aux phrases vides de sens. Comme vous, je ne crois plus qu'à ce que je vois : au courage, à l'engagement, à l'exemple. »

Degueldre a atteint une partie de son but. S'il n'a pas encore convaincu, il a intéressé. Dans un silence à couper au couteau, il poursuit :

« Vous avez une longue expérience de l'action terroriste et vous pensez que, ce que vous avez fait, je serais incapable de le faire. Alors, laissez-moi ma chance. Que deux d'entre vous viennent avec moi. Nous avons eu un renseignement. C'est moi qui vais faire l'opération. Vous me couvrirez. Après, vous me donnerez la réponse à mon offre de collaboration. »

Ils acceptent.

Le lendemain, Degueldre « enlève le morceau ». Ses effectifs se gonflent d'une quarantaine d'éléments de première valeur.

Mais le lieutenant n'est pas au bout de ses peines. Certes, il peut former quatre nouveaux commandos, qu'il numérotera 3, 6, 9, 12, pour donner à l'adversaire une impression de nombre, mais il n'a pas encore l'entière confiance de ses hommes.

Il passe devant la cible

Quelques jours plus tard, un des membres du groupe est arrêté. De la prison, il fait parvenir une lettre à l'extérieur par l'intermédiaire d'un gardien. Refusant de voir clairement ses torts et d'attribuer son arrestation à sa folle imprudence, il lance de graves accusations contre Degueldre. Le doute réapparaît dans les esprits.

Informé, Susini doit, au mépris de sa propre sécurité, se rendre à Bab-el-Oued et, en présence de Degueldre, lui exprimer publiquement sa confiance, demandant à ceux qui lui accordent la leur de ne plus distinguer entre lui et le chef des « Delta ».

Pour donner l'exemple et se faire admettre de ses hommes, Degueldre s'éloigne souvent seul dans la nuit de printemps avec, pour toute compagne, sa froide résolution. D'un bras, il conduit, sa main droite caresse le pistolet mitrailleur ou la grenade quadrillée qui repose près de lui sur le coussin du siège. Ce soir, il passe devant la cible qu'un des commandos a jugée trop périlleuse au point de décliner l'honneur d'y donner l'assaut. Le lendemain, le même commando apprend que l'objectif a été attaqué dans la nuit.

Degueldre dissimule soigneusement sa responsabilité, convoque le chef coupable de défaillance et stimule sa fierté en prétendant qu'une autre équipe a obéi, sans sourciller, aux ordres de l'avant-veille.

Peu à peu la méfiance fait place, chez les hommes, à l'admiration, puis à l'amour. Deux mois après avoir pris sous sa coupe les plus durs et les plus efficaces hommes d'action d'Alger, Degueldre a façonné avec eux une arme de guerre, certes peu nombreuse encore mais d'une redoutable efficacité.

Maintenant, il peut songer à grossir ses effectifs. Il a tout l'été pour cela.

Après les légionnaires déserteurs du R.E.P., les contre-terroristes comme Jo Rizza, « Jésus » Giner, Gaby Anglade et bien d'autres, la jeunesse algéroise ne reste pas en retrait.

De jeunes travailleurs, des étudiants, les lycéens même, dont certains ont tout juste quinze ans, vont venir compléter ces équipes. Bientôt, Degueldre aura à sa disposition près de cinq cents hommes armés. C'est alors que la discipline va se relâcher quelque peu et que « Delta » va devoir répartir les responsabilités.

Il ne gardera avec lui, sous ses ordres directs, que six commandos. Les autres équipes étant réparties dans les différents sous-secteurs sous la responsabilité des chefs de sous-secteur, les capitaines, c'est-à-dire : Branca pour Alger-Centre, Montagnon pour Hussein-Dey, Achard pour Bab-el-Oued, Le Pivain pour Maison-Carrée et Picot d'Assigny pour El-Biar.

La lutte va s'engager avec encore plus de violence et de sang versé. H

Pierre DÉMARET

« La France reste », ► dit l'un des tracts du putsch. A ce slogan va vite en succéder un autre : « L'O.A.S. frappe où elle veut, quand elle veut. »

LA FRANCE RESTE

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
T. 325-11-82. Télex 21311. Publio Rél. 561.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tel. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI 65, rue de Hennin B 1050 BRUXELLES - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 188 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Mai 1961)
(suite)

AFRIQUE

4 : l'abbé Fulbert Youlou est proclamé président de la République du Congo-Brazzaville.
5 : fermeture de la frontière entre Léopoldville et Brazzaville.
8-13 : conférence interafricaine de Monrovia.
10 : le Super-Constellation *Brazzaville-Paris s'écrase au sol en Libye : 78 victimes.*
15 : le Congo ex-belge devient la République fédérale du Congo.
16-31 : combats dans le Sud-Kasaï.
17 : accords de coopération entre les États-Unis et la Côte-d'Ivoire.
31 : proclamation de la république en Union sud-africaine.
31 : troubles à Port-Elizabeth.

AMÉRIQUE

1 : Cuba devient une république démocratique socialiste.
2 : note du Katanga à l'O.N.U.
5 : premier vol spatial de l'astronaute américain, le commandant Alan Shepard.
14-22 : incidents raciaux dans l'Alabama.
17-19 : visite du président Kennedy au Canada.
22 : voyage des « pèlerins de la liberté ».
23 : visite de Ben Gourion à New York.
24 : lancement aux États-Unis d'une fusée.
24-26 : visite de Ben Gourion au Canada.
26 : accord commercial sino-brésilien à Rio.
29 : activités anticastristes à Cuba.
30 : assassinat du général Rafael Trujillo, président de la République dominicaine.

ASIE

2 : le cessez-le-feu est adopté au Laos.
16 : coup d'État fomenté par des unités parachutistes en Corée du Sud.
20 : formation d'un gouvernement provisoire en Corée du Sud.
26 : compromis entre la junte militaire coréenne et l'O.N.U.

EUROPE

1-15 : mouvements importants de grève au Danemark.
8-10 : le conseil de l'O.T.A.N., réuni à Oslo, réaffirme la résolution de sauvegarder la liberté de Berlin-Ouest.
9 : déclaration Macmillan sur le Marché commun.
15 : protestation soviétique contre les expériences nucléaires françaises.
16 : ouverture, à Genève, de la conférence sur le Laos.
19 : accord de coopération anglo-soviétique.
20-21 : entretiens de Gaulle-Adenauer à Bonn.
21 : congrès des réfugiés allemands des Sudètes.
22 : conférence américano-soviétique sur la paix.
23-25 : accord pétrolier franco-britannique.
28-29 : élections municipales en Italie.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



AU LENDEMAIN DES ENTRETIENS D'ÉVIAN

Sommaire

- **Ailleret remplace Gambiez**

Au lendemain de la trêve unilatérale, le « dégagement » commence. Les premières troupes regagnent la métropole...

On laisse la place à « ceux d'en face ». Dégagement, rapatriement... Pour cette mission nouvelle il faut un homme nouveau. Sa tâche ne sera certes pas commode.

- **Femme pilote**

En 1944, l'armée de l'air consent à recruter des femmes. Elisabeth est volontaire. Puis, la guerre terminée, elle est démobilisée. Quinze ans plus tard, elle se retrouve dans le ciel algérien comme pilote opérationnel...

- **L'assassinat du commissaire**

Vers 22 heures, les hommes voient arriver Gavoury, qui grimpe jusqu'à son appartement. Dans une des chambres qui ouvrent face à sa porte, les « delta » veillent. L'un d'eux porte un pistolet. Deux autres sont dissimulés à l'intérieur du logement.

- **La presse O.A.S.**

Le presse activiste existe déjà en 1954. Elle est représentée par des feuilles confidentielles, des tracts publics. Puis, en 1958, les populations sont saturées de tracts qui se terminent tous par ce slogan : « L'O.A.S. vaincra. » Les journaux suivent : ils paraîtront jusqu'en 1962.

- **Les services de renseignements**

Comme les institutions, les organisations les mieux élaborées ne valent que par les hommes qui les composent. Quels furent les services spéciaux ou de renseignements que le gouvernement et l'état-major mirent en place en Algérie ? Quelle fut leur utilité ?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 3e trim. 1973. – N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – **N° 339 - 17 Septembre 1973.**

L'Écho d'Oran

ADOLPHE PERRIER (1844-1879)
PAUL PERRIER (1879-1927)
LUCIEN PERRIER (1927-1961)
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION: Raoul PERRIER

VENDREDI 30 JUIN 1961

N° 32.138

L'Écho d'Oran

FONDÉ EN 1844

LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD

L'ECHO DE L'ORANIE — DIRECTEUR GÉNÉRAL Pierre LAFFONT — L'ECHO DU CHELIF

EN PAGE 4 :
BACCALAURÉAT
résultats des ORAUX de contrôle et le
MOUVEMENT DU PERSONNEL
de l'Enseignement du 1er degré

Revenant sur les thèmes du discours de Verdun, de Gaulle :

« LA GUERRE D'ALGÉRIE EST TERMINÉE. IL RESTE LE TERRORISME IL FAUT QU'IL CESSE »

LE CHEF DE L'ETAT A ENCORE ÉVOQUÉ LE PARTAGE « SOLUTION FACHEUSE ET DU DERNIER RESSORT »

(De notre envoyé spécial : Charly FINALTERI)

SUITE PAGE 3 (DE GAULLE)

DE LA PLACE PUBLIQUE A L'HÉMICYCLE

Marcel COMBAUT

SUITE PAGE 3 (COMBAUT)

Un paquebot espagnol coule au large du Venezuela

800 personnes à bord

CARACAS (AFP). —

Safari pour James Stewart

SUITE PAGE 3

PRISE DE CONTACT ENTRE DÉLÉGATIONS FRANÇAISE ET F.L.N.

pour une éventuelle reprise des pourparlers

SUITE PAGE 2 (CONTACT)

M. COUVE DE MURVILLE A VIENNE

pour discuter de l'intégration européenne



LE DÉBAT SUR L'ALGÉRIE A L'ASSEMBLÉE

TOUS LES GROUPES REPOUSSENT LA PARTITION

envisagée par le gouvernement comme ultime recours en cas d'impossibilité totale d'accord avec le F.L.N.

PARIS, 29 juin. —

M. Arrighi prend la parole

L'intervention de M. Fouquié

SUITE PAGE 3 (ASSEMBLÉE)

KENNEDY veut créer une agence indépendante de désarmement

pour la paix et la sécurité mondiales

WASHINGTON (U.P.I.). —

VICTOIRE U.S. DANS LA CONQUETE DE L'ESPACE

TROIS SATELLITES AMÉRICAINS MIS SUR ORBITE AVEC UNE SEULE FUSÉE

L'un des engins est destiné à renseigner avions et navires qui l'« interrogeront » selon un code spécial

SUITE PAGE 2 (SATELLITES)

TOUR DU MONDE EN KART

Leurs objectifs

DISTRIBUTION DES PRIX

MANIFESTATIONS PAYSANNES :

- MONTPELLIER ISOLE
- BARRAGES DANS PLUSIEURS REGIONS
- 2 C.R.S. GRIEVEMENT BLESSES A NIMES

SUITE PAGE 2 (PAYSANS)

Hier sous la présidence de M. Michel Debré

OUVERTURE DE LA « TABLE RONDE » AGRICOLE

Nouvelles mesures en faveur de l'agriculture

Elles concernent principalement la viande et les produits laitiers

TOUR DE FRANCE « 61 »
5e étape : Metz-Strasbourg
LE CENTRE-MIDI CONTINUE...
Louis BERGAUD renouvelle l'exploit accompli la veille par Novak
ANQUETIL toujours maillot jaune
(Lire en page 3 l'article de notre envoyé spécial dans la « Grande Boucle » Raymond HUTTIER)